

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE EN 2025

Les voyants sont au vert

Entre croissance soutenue, désendettement historique et redéploiement industriel, l'Algérie s'impose progressivement comme l'un des moteurs économiques de la région. C'est le principal enseignement du dernier Rapport économique arabe unifié (édition février 2026) du Fonds monétaire arabe (FMA), qui met en lumière une consolidation notable des équilibres macroéconomiques du pays. Portée par une gestion prudente des ressources énergétiques et une accélération de la transition numérique, l'économie nationale renforce sa crédibilité auprès de ses partenaires arabes, européens et asiatiques. P 3



INNOVATION

Ouverture d'un "Fab Lab" à l'Université Djillali Liabès

L'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbes a annoncé l'ouverture officielle de son "Laboratoire de fabrication" (Fab Lab) au profit des étudiants et des chercheurs, dans une démarche stratégique traduisant l'orientation de l'Etat vers le renforcement de l'ouverture de l'université sur son environnement économique et l'ancrage de la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de l'établissement.

P 2

STABILITÉ DES MARCHÉS AUX PREMIERS JOURS DU RAMADHAN

Disponibilité des produits et prix globalement maîtrisés

Dès les premiers jours du Ramadhan 2026, le marché national affiche des signes tangibles de stabilité, aussi bien en matière d'approvisionnement que de régulation des prix. Les dispositifs anticipatifs mis en place par les pouvoirs publics, conjugués à la mobilisation des opérateurs économiques publics, semblent avoir permis d'éviter les tensions traditionnellement redoutées durant cette période de forte consommation. Dans ce contexte, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) salue l'ambiance globalement sereine observée sur les marchés.

P 5

SÉCHERESSE ET RISQUES CLIMATIQUES

La CNMA déploie une nouvelle assurance pour les céréales

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé la mise en place d'un dispositif assurantiel innovant destiné à couvrir les risques majeurs liés aux changements climatiques, notamment la sécheresse. Ce nouveau mécanisme, qui intervient dans le cadre des orientations stratégiques du secteur agricole, a été conçu dans un premier temps pour accompagner la filière céréalière, jugée prioritaire pour garantir la sécurité alimentaire du pays.

P 3

PROGRAMME D'IMPORTATION
DE 10.000 BUS

**Réception de 338 bus au
port d'Alger et de 97 autres
au port de Djen Djen** P 2

IL SERA COMMERCIALISÉ À 330 DA/KG

**L'ONAB injecte 2000 tonnes
de poulet congelé sur le
marché** P 4

BEJAÏA

**Plus de 50 millions DA pour
l'aménagement de la plage
"Lota" à Souk El Tenine** P 16

LÉGALISATION DES DOCUMENTS DESTINÉS À L'USAGE À L'ÉTRANGER
L'ouverture d'une annexe régionale à l'Ouest du pays largement saluée

La mise en service, samedi à Oran, d'une annexe régionale dédiée à la légalisation des documents administratifs destinés à l'usage à l'étranger a été largement saluée par les citoyens et les spécialistes de l'Ouest du pays, qui estiment que cette initiative constitue un progrès significatif pour rapprocher l'administration du citoyen et améliorer la qualité du service public. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, accompagné du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb. Une opération similaire avait déjà été réalisée mercredi dernier dans les wilayas de Ouargla et Constantine. Des citoyens d'Oran ont exprimé leur satisfaction suite à la mise en service de cette nouvelle structure. Mme Hadjer a souligné que pouvoir effectuer ces démarches sur place facilitera les procédures administratives, réduira les délais de traitement et évitera aux habitants de l'Ouest de se déplacer jusqu'aux services centraux à Alger. De son côté, Chemseddine a qualifié l'ouverture de cette annexe d'"étape majeure vers une meilleure qualité des services publics", en cohérence avec la modernisation et la numérisation de l'administration. Il a insisté sur le fait que cette structure permettra désormais la légalisation des documents dans des délais beaucoup plus courts. A Sidi Bel-Abbès, le jeune Abderrahim, né à l'étranger, a rappelé que se rendre au siège du ministère des Affaires étrangères à Alger impliquait des frais et du temps supplémentaires, estimant que l'annexe d'Oran "nous permettra d'accomplir nos démarches administratives dans de meilleures conditions". Mme Amel, de la même wilaya, a également souligné que cette initiative traduit l'intérêt de l'Etat pour le service public, notant que les longues distances représentaient un obstacle pour de nombreuses familles. Du côté des experts, Tayeb Ouis, professeur de sciences politiques à l'Université "Djilali-Liabes" de Sidi Bel-Abbès, a estimé que la création d'annexes régionales pour la légalisation des documents constitue "une transformation structurelle" des services administratifs, précisant que la décentralisation ne se limite pas à la répartition des compétences, mais vise surtout à rapprocher le service du citoyen et à garantir son efficacité. Pour sa part, Boudaâ Hadj-Mokhtar, professeur de droit public à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, a affirmé que ces nouvelles structures reflètent la volonté de l'Etat de protéger les intérêts de la communauté nationale à l'étranger et de lui offrir des services administratifs performants et modernisés, dans le cadre de la transition numérique des services publics.

R E.

INNOVATION

Ouverture d'un "Fab Lab" à l'Université Djillali Liabès

L'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbes a annoncé l'ouverture officielle de son " Laboratoire de fabrication " (Fab Lab) au profit des étudiants et des chercheurs, dans une démarche stratégique traduisant l'orientation de l'Etat vers le renforcement de l'ouverture de l'université sur son environnement économique et l'ancrage de la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de l'établissement.

La même source a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des étudiants, notamment ceux concernés par l'arrêté ministériel 1275 et son arrêté complémentaire 008, afin de transformer leurs idées et projets académiques en prototypes et en produits industriels commercialisables. Elle vise à mettre à leur disposition un environnement technologique intégré permettant le prototypage rapide et le développement local des innovations, contribuant ainsi à la réduction des importations et au renforcement de la dynamique de l'économie nationale fondée sur le savoir. Dans ce contexte, le recteur de l'université, le professeur Bouziani Merahi, a affirmé que l'établissement mobilise l'ensem-

ble de ses moyens matériels et humains pour soutenir " l'étudiant entrepreneur ", soulignant que le "Fab Lab" constitue une pierre angulaire dans la concrétisation de la vision de l'université visant la mise en œuvre sur le terrain de projets innovants à caractère économique, ajoute la même source. Le laboratoire s'appuie sur des technologies avancées, notamment la numérisation tridimensionnelle, l'ingénierie inverse et l'impression 3D, permettant de redessiner et d'améliorer des pièces industrielles, ainsi que de produire des prototypes de haute précision à moindre coût. Il offre également un espace pratique pour tester des idées et développer des solutions techniques, dans le cadre d'une approche appliquée renforçant les com-

pétences des étudiants et soutenant leurs capacités créatives. Dans ce cadre, les étudiants bénéficient d'un accompagnement technique direct assuré par le Dr Larbi Nehari, garantissant le respect des normes industrielles en vigueur et le développement de projets susceptibles d'être transformés en startups ou en micro-unités de production. L'université a invité l'ensemble des étudiants et porteurs d'idées innovantes à tirer profit de cet espace technologique, dans une démarche concrète vers une université productive et innovante mettant le savoir et la recherche scientifique au service du développement économique national, selon la même source.

PROGRAMME D'IMPORTATION DE 10.000 BUS

Réception de 338 bus au port d'Alger et de 97 autres au port de Djen Djen

L'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), a réceptionné, dimanche, 338 bus de différentes catégories au port d'Alger et 97 autres au port de Djen Djen, livrés par le partenaire chinois, dans le cadre du programme d'importation

de 10.000 bus neufs destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'importation de 10.000 bus neufs destinés au renouvellement du

parc national des bus de transport de voyageurs. La concrétisation de ce programme est supervisée par le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha. La réception d'autres bus importés auprès des partenaires étrangers, notamment la République popu-

laire de Chine et la République fédérale d'Allemagne, se poursuit. Le président de la République avait décidé l'importation de 10.000 bus de transport de voyageurs neufs pour remplacer les bus vétustes, ainsi que l'importation immédiate et massive de divers types de pneumatiques pour véhicules.

APS

PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUES

Les modalités d'accessibilité à l'environnement physique, social, économique et culturel fixées

Le décret exécutif fixant les modalités d'accessibilité des personnes à besoins spécifiques à l'environnement physique, social, économique et culturel, a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel. L'article 2 du décret exécutif n 26-98 du 31 janvier 2026, stipule que "les dispositions architecturales et d'aménagement des bâtiments et des lieux publics doivent répondre à des normes techniques susceptibles de les rendre accessibles aux personnes ayant des besoins spécifiques". Les bâtiments et les lieux publics concernés sont notamment les édifices abritant les institutions, les administrations, les établissements et les services publics, les locaux à usage d'habitation, les établissements scolaires, universitaires et de formation et d'enseignement professionnels. Sont concernés aussi les édifices destinées aux pratiques religieuses, les établissements et les lieux réservés aux activités culturelles, sportives, touristiques et de loisirs, ainsi que

les banques les établissements financiers et les sociétés d'assurance. Le décret énonce également dans son article 7 que les logements attribués aux personnes ayant des besoins spécifiques et aux familles s'occupant d'une ou de plusieurs personnes ayant des besoins spécifiques, doivent être "aménagés conformément aux normes techniques pendant la phase de planification, de conception et de réalisation afin de faciliter l'accès de ces personnes aux logements et aux locaux destinés à l'habitation". Il est indiqué aussi, que les voies réservées aux piétons doivent être adaptées à la circulation et à la mobilité des personnes ayant des besoins spécifiques. L'article 14 dudit décret stipule que les secteurs ministériels et les organismes concernés prennent "des mesures susceptibles de faciliter aux personnes ayant des besoins spécifiques atteintes d'un handicap moteur, l'acquisition d'un véhicule de tourisme neuf, aménagé et adapté à leur handicap, conformément à la législation et à la

réglementation en vigueur". Par ailleurs, le chapitre 3 du décret en question est consacré à l'accessibilité aux moyens d'information et de communication, tandis que le chapitre 4 à la création de la création d'une commission nationale d'accessibilité des personnes ayant des besoins spécifiques. Cette dernière est chargée, entre autres, de proposer les mesures susceptibles de faciliter et d'améliorer la participation de ces personnes à la vie sociale, professionnelle, économique, culturelle et dans les domaines sportif et récréatif, d'élaborer et de proposer des programmes et un plan de communication dans le domaine de l'accessibilité. La commission, présidée par le ministre chargé de la solidarité nationale ou par son représentant, est composée des représentants de plusieurs secteurs ministériels, des organismes publics et institutions concernés ainsi que des représentants des associations dans le domaine du handicap.

APS

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE EN 2025

Les voyants sont au vert

Entre croissance soutenue, désendettement historique et redéploiement industriel, l'Algérie s'impose progressivement comme l'un des moteurs économiques de la région. C'est le principal enseignement du dernier Rapport économique arabe unifié (édition février 2026) du Fonds monétaire arabe (FMA), qui met en lumière une consolidation notable des équilibres macroéconomiques du pays. Portée par une gestion prudente des ressources énergétiques et une accélération de la transition numérique, l'économie nationale renforce sa crédibilité auprès de ses partenaires arabes, européens et asiatiques.

Par Selma R.

Dans un contexte international marqué par l'incertitude, la stabilité institutionnelle et l'amélioration du climat des affaires apparaissent comme des atouts déterminants pour ancrer une dynamique de prospérité durable. Avec un taux de croissance du PIB estimé entre 4,1 % et 4,4 % en 2025, l'économie algérienne maintient une trajectoire ascendante. Si les hydrocarbures demeurent un pilier essentiel, la progression des secteurs hors hydrocarbures, notamment l'agriculture et l'industrie manufacturière, retient particulièrement l'attention des analystes. Cette évolution confirme l'émergence d'un tissu productif plus diversifié et conforte la position de l'Algérie parmi les quatre plus grandes économies du monde arabe hors pays du Conseil de coopération du Golfe. Le nouveau cadre législatif sur l'investissement, davantage incitatif et protecteur, a contribué à stimuler l'afflux de capitaux étrangers et à relancer plusieurs projets structurants dans les infrastructures, l'industrie et les services. Le rapport, qui intègre également les données de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), confirme le rôle stratégique d'Alger sur l'échiquier énergétique international. Fournisseur clé du marché européen, couvrant plus de 25

% des besoins de certains pays comme l'Espagne, l'Algérie engage parallèlement une transformation qualitative de son modèle énergétique. Les investissements réalisés dans les complexes de raffinage d'Arzew et de Hassi Messaoud traduisent une volonté affirmée de développer des produits à plus forte valeur ajoutée et de réduire la dépendance aux exportations de brut. Sur le plan financier, la situation algérienne se distingue par une quasi-absence de dette extérieure, estimée à moins de 1 % du PIB. Cette autonomie financière, combinée à un excédent commercial confortable et à des réserves de change couvrant plus de douze mois d'importations, constitue un véritable rempart contre les chocs externes. Malgré un environnement mondial marqué par des tensions inflationnistes persistantes, les mécanismes de subventions ciblées et de régulation des marchés ont permis de préserver le pouvoir d'achat et de stabiliser les prix des produits de première nécessité. Le volet social occupe également une place centrale dans l'analyse du FMA. Les dispositifs d'allocation chômage, l'encouragement à l'entrepreneuriat innovant et le soutien aux start-ups participent à l'intégration des jeunes dans le tissu économique. Les niveaux de dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la santé et aux trans-

ferts sociaux contribuent à maintenir un Indice de développement humain parmi les plus élevés d'Afrique du Nord. Toutefois, le rapport souligne la nécessité de poursuivre les réformes structurelles, notamment en accélérant la diversification économique, en généralisant le paiement afin d'intégrer le secteur informel et en renforçant la sécurité alimentaire face aux aléas climatiques. S'agissant des perspectives pour 2026, les estimations demeurent orientées positivement. Les projections évoquent une croissance pouvant se situer autour de 4,5 %, soutenue par la montée en cadence des projets industriels en cours, l'expansion des exportations hors hydrocarbures et l'amélioration progressive de la productivité nationale. La poursuite des investissements dans la pétrochimie, les mines et les énergies renouvelables devrait consolider la base productive du pays. Par ailleurs, la modernisation du système financier, l'élargissement de l'assiette fiscale grâce à la digitalisation et la consolidation des partenariats internationaux pourraient renforcer davantage la résilience macroéconomique. Si les équilibres budgétaires restent tributaires de l'évolution des marchés énergétiques, l'année 2026 s'annonce comme une étape charnière pour transformer l'embellie conjoncturelle en croissance structurelle durable.

L'ALGÉRIE MAINTIENT UN « RISQUE MOYEN » SELON ALLIANZ TRADE

Hydrocarbures et diversification au cœur du profil national

Le verdict du « Country Risk Atlas 2026 » publié par Allianz Trade est désormais connu. Avec une notation C2 classée en « risque moyen », l'Algérie affiche une résilience financière appréciable dans un environnement international marqué par les incertitudes. Si le pétrole et le gaz naturel demeurent les principaux piliers de cette stabilité, la question de la diversification économique reste au centre de l'évaluation du profil de risque du pays pour les entreprises internationales. Dans sa cartographie mondiale des risques de paiement, l'assureur-crédit positionne l'Algérie dans une catégorie traduisant une stabilité relative, adossée à des fondamentaux macroéconomiques solides, mais encore exposée à certaines vulnérabilités structurelles. Le principal déterminant de cette notation réside dans la puissance énergétique du pays. Premier producteur de gaz naturel en Afrique, l'Algérie a bénéficié de la reconfiguration des flux énergétiques mondiaux, ce qui lui a permis de consolider ses recettes extérieures et de renforcer ses réserves de change. Cette situation financière offre au pays un matelas de sécurité face aux chocs externes et limite, à court terme, le risque de défaut souverain. Pour les entreprises exportatrices vers l'Algérie, cette solidité

constitue un signal rassurant quant à la capacité globale de paiement de l'État. L'excédent de la balance courante et la maîtrise relative des équilibres extérieurs contribuent ainsi à renforcer la crédibilité financière du pays. Cependant, l'accès à une catégorie de « risque faible », correspondant aux notations supérieures B ou A, reste conditionné par un défi majeur : la réduction de la dépendance structurelle aux hydrocarbures, qui concentrent encore l'essentiel des recettes d'exportation. Pour les analystes, l'évolution du profil algérien dépendra de sa capacité à transformer durablement la rente énergétique en un tissu productif diversifié et compétitif. Plusieurs contraintes continuent en effet de peser sur cette transition. La prédominance du secteur public dans certaines branches stratégiques, notamment dans la sphère bancaire et industrielle, limite parfois la flexibilité et la réactivité du marché face aux mutations économiques. À cela s'ajoute un cadre réglementaire encore perçu comme complexe par certains opérateurs, malgré les réformes engagées ces dernières années pour améliorer la loi sur l'investissement. Les procédures administratives et certaines restrictions à l'importation demeurent ainsi des facteurs à prendre en compte dans l'évaluation du risque pays. L'amélioration du climat des

affaires apparaît également liée à la modernisation des infrastructures numériques et financières. La digitalisation des services, la généralisation des moyens de paiement électroniques et la fluidification des circuits logistiques constituent des leviers essentiels pour renforcer la compétitivité du marché algérien et sécuriser davantage les flux commerciaux internationaux. L'analyse d'Allianz Trade souligne néanmoins les progrès enregistrés dans la stimulation des exportations hors hydrocarbures. Des secteurs tels que les engrais, le ciment ou encore l'acier ont affiché des performances notables ces dernières années, traduisant une volonté de diversification progressive. C'est sur ce terrain que se jouera l'évolution future de la notation du pays. Pour les entreprises souhaitant investir ou commercer avec l'Algérie en 2026, l'approche doit donc être mesurée et stratégique. Si la capacité de paiement de l'économie repose sur des ressources naturelles solides et sur des équilibres financiers relativement maîtrisés, la compréhension du cadre réglementaire et institutionnel demeure déterminante.

S R.

CONCRÉTISATION DU GAZODUC TRANSSAHARIEN Les conditions techniques sont «réunies»

L'expert américain et directeur général de la société de conseil en gestion des risques en Afrique du Nord, Professeur Geoff D. Porter, a souligné la dimension "stratégique" du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), qui sera entamé prochainement, en mettant en avant notamment ses retombées positives sur les pays concernés et les conditions techniques réunies et favorables pour sa concrétisation. S'exprimant dans une récente note d'analyse, Pr Porter a affirmé que "le TSGP n'est pas irréalisable: il est techniquement faisable. Comparé à d'autres projets de gazoducs dans la région et dans le monde, il n'est même pas particulièrement complexe. C'est un gazoduc terrestre relativement court, traversant deux juridictions avant de se connecter à des infrastructures d'exportation existantes". Cette analyse intervient après la décision annoncée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la récente visite à Alger du président de la République du Niger, pays frère, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, et dans laquelle il a ordonné à la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach d'entamer les travaux du projet dès la fin du mois de Ramadan. Le gazoduc envisagé relierait les infrastructures gazières du Nigeria aux réseaux de distribution algériens vers l'Europe, via le Niger et permettrait d'augmenter l'approvisionnement gazier de l'Europe, à travers deux gazoducs existants: le Medgaz, reliant l'Algérie à l'Espagne et le TransMed, reliant l'Algérie à l'Italie. Ce gazoduc de 4.130 km reliant les infrastructures gazières du Nigeria à celles de l'Algérie aura une capacité nominale de 30 milliards de mètres cubes par an, rappelle-t-il en mentionnant qu'il bénéficiera aux trois pays qu'il traverse. Abordant les aspects techniques liés à la réalisation de ce projet, l'expert américain a développé un argumentaire en faveur de sa concrétisation, tout en répondant aux critiques de certains détracteurs qui défendent, selon lui, "en grande partie des arguments fallacieux". Dans ce sens, Pr Porter a relevé que le TSGP ne sera pas posé à la surface du sable, mais il sera "enfoui" et que seules les stations de compression seront visibles, notant les options de performance sécuritaire du projet. Tout en mettant en avant l'expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, notamment dans le Sahel, l'expert a souligné le rôle central de Sonatrach qui a beaucoup évolué, devenant, poursuit-il, "une entreprise hybride opérant également à l'international". "L'entreprise dispose incontestablement de ressources humaines nécessaires pour mener à bien le projet, ainsi que de la capacité financière", a-t-il également fait savoir.

APs

DÉDIÉE AUX ABONNÉS
DU SERVICE IDOOM 4G

Algérie Télécom lance
une offre avec volume
Internet triplé

À l’occasion du mois sacré de Ramadhan, Algérie Télécom a annoncé le lancement d’une nouvelle offre promotionnelle dédiée aux abonnés du service Idoom 4G, portant sur une augmentation exceptionnelle du volume Internet. Selon l’opérateur public, cette promotion permet aux clients de bénéficier d’un volume de données multiplié par trois. Ainsi, pour une recharge de 1200 dinars, l’abonné profite désormais de 120 Go valables pendant 30 jours. Algérie Télécom précise que cette offre est conditionnée par une recharge effectuée exclusivement via le paiement électronique, pour un montant de 1200 DA.

APN

Séances plénières
lundi et mardi pour
la présentation et le
débat des textes
relatifs aux partis
politiques et à
l’organisation
territoriale du pays

L’Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, lundi, en séance plénière consacrée à la présentation et au débat du projet de loi organique relatif aux partis politiques, indique dimanche un communiqué de la chambre basse du Parlement. "Les travaux de cette séance débuteront à 10h00 et seront suivis, l’après-midi, d’une séance consacrée à la présentation et au débat du texte modifiant et complétant la loi no 84-09 relative à l’organisation territoriale du pays", précise la même source.

"L’APN tiendra une séance plénière, mardi, pour poursuivre le débat de ce deuxième texte, avant d’écouter la réponse du représentant du gouvernement aux préoccupations des députés", ajoute le communiqué.

APS

PÊCHE ET AQUACULTURE

Un potentiel sous-exploité pour réduire le déficit de protéines animales en Afrique

En Afrique, le déficit en protéines animales reste l’un des principaux obstacles à l’amélioration de la sécurité alimentaire. Le poisson, une source au coût plus abordable que le lait et la viande, reste sous-exploité dans les efforts de réduction de ce déficit. En Afrique, l’apport quotidien moyen en protéines n’est que de 65 g par personne contre 91 g au niveau mondial, selon les estimations de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). Le continent affiche en la matière un déficit annuel évalué à 13,6 millions de tonnes. Selon le rapport « Investing in Blue Foods: Innovation and Partnerships for Impact » publié le 19 janvier 2026 par le Forum économique mondial (WEF), un renforcement de la production halieutique (pêche et aquaculture) pourrait contribuer de manière décisive à combler cet écart.

Alors que la production halieutique africaine est actuellement évaluée à 13,1 millions de tonnes par an, le rapport estime que la doubler pour la porter à 26,2 Mt permettrait d’apporter environ 3,3 millions de tonnes de protéines supplémentaires aux systèmes alimentaires du continent. Selon le WEF, un tel bond de production réduirait d’environ 25 % le déficit protéique global des pays africains. « Chaque 100 g de produits halieutiques apportent en moyenne 25 g de protéines, soit un ratio supérieur à plusieurs sources animales classiques », explique l’organisation, mettant en avant le potentiel important de ce secteur pour améliorer la nutrition en Afrique. Un pari sur les produits halieutiques est d’autant plus stratégique que le poisson est généralement considéré comme la source de protéines animales la plus accessible en termes de coût sur le continent. « Il existe une hiérarchie nette

des prix dans les différents pays d’Afrique de l’Ouest : les produits laitiers, les graisses et huiles sont toujours les aliments les plus chers, tandis que le poisson, les céréales, les fruits et légumes sont les moins chers », soulignait l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans une analyse des prix alimentaires de la région publiée en 2017. En Afrique, la production aquacole totale était évaluée à 2,3 millions de tonnes en 2023 par la FAO, mais près de 66 % de ce stock est concentré en Égypte, alors que le Nigeria, deuxième producteur du continent, ne représente que 11 % du stock. Cette forte disparité illustre la faiblesse de l’industrie aquacole sur le continent, et les principales raisons de cette faible progression sont connues et largement documentées. Agence

IL SERA COMMERCIALISÉ À 330 DA/KG

L’ONAB injecte 2000 tonnes de poulet congelé sur le marché

L’Office national des aliments du bétail (ONAB) a annoncé, dans un communiqué, la mise en marché progressive de poulet congelé, au prix de 330 DA le kilogramme, en vue de garantir la disponibilité de cet aliment durant le mois de Ramadhan et de contribuer à la stabilité de ses prix, en soutien au pouvoir d’achat des citoyens. L’ONAB a procédé "en prévision du mois de Ramadhan, à la constitution d’un stock important de poulet congelé, en application des orientations du groupe Agro-logistique (AGROLOG)", indique le communiqué, ajoutant que l’approvisionnement progressif du marché en cet aliment a été lancé, avec l’injection d’une première quantité estimée à 2.000 tonnes, commercialisées graduellement à travers les différents circuits de distribution agréés", avec "un prix fixé à 330 DA le kilogramme". Parallèlement à la commercialisation du poulet congelé, l’ONAB assure également la disponibilité quotidienne du poulet frais au niveau de ses points de vente afin de garantir un approvisionnement régulier et de répondre aux besoins des citoyens tout au long du mois sacré. Dans ce cadre, l’Office a rappelé que ses points de vente à Alger sont situés à Zéralda-centre, Aïn Benian-centre, Hussein Dey-centre, Dar El Beïda-centre, Bentalha, Sidi Moussa, Birtouta, Birkhadem, Chéraga, ainsi qu’à la nouvelle ville de Sidi Abdellah. Ses produits sont disponibles aussi au niveau des tentes installées à l’occasion du mois de Ramadhan à l’Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) à Aïn Benian, El Karia (Chéraga),

Saïd Hamdine (Bir Mourad Raïs) , Ruisseau, El Kettani, Bab Ezzouar et Rouiba, ainsi qu’au niveau de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX). A travers cette initiative, l’ONAB réaffirme "son engagement constant à assurer l’approvisionnement régulier du marché national, à

soutenir le pouvoir d’achat des citoyens et à contribuer à la stabilité des prix des viandes blanches durant le mois de Ramadhan, tout en veillant à proposer des produits de haute qualité répondant aux besoins des citoyens".

S R/APS.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 19 فيفري 2026 الموافق لـ 01 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Février 2026 (01 ramadan 1447)

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	68	77	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	100	74	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	69	البصل الجاف	
	Ail sec	973	1071	875	الثوم الجاف	
	Carotte	101	114	88	الجزر	
	Navet	107	118	95	اللفت	
	Choux fleur	105	116	93	قرنبيط	
	Choux	93	105	81	الكرنب	
	Courgette	186	200	172	الكوسة	
	Haricot vert	406	437	375	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	170	186	153	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	205	239	171	المندرين	
	Orange	158	195	120	البرتقال	
	Citron	147	169	126	الليمون	
	Pomme locale	399	485	312	التفاح المحلي	
	Datte	505	638	373	التمر	
Produits d’origine animale	Banane	453	476	430	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1934	2073	1796	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	406	420	392	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,29	-15,46	6,09	10,14	19883	6 859 635,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,76	9,00	5,56	7119	9 966 600,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,84	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,92	0,06	10,82	5,51	2155	4 889 695,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,97	3,97	5,00	1053	442 290,00

STABILITÉ DES MARCHÉS AUX PREMIERS JOURS DU RAMADHAN

Disponibilité des produits et prix globalement maîtrisés

Dès les premiers jours du Ramadhan 2026, le marché national affiche des signes tangibles de stabilité, aussi bien en matière d’approvisionnement que de régulation des prix. Les dispositifs anticipatifs mis en place par les pouvoirs publics, conjugués à la mobilisation des opérateurs économiques publics, semblent avoir permis d’éviter les tensions traditionnellement redoutées durant cette période de forte consommation. Dans ce contexte, l’Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) salue l’ambiance globalement sereine observée sur les marchés.

Par Zahir R.

S'appuyant sur les remontées des bureaux de wilaya de l'association, ainsi que sur des constats effectués sur le terrain en coordination avec des représentants d'associations locales de protection des consommateurs et des agents de contrôle, le président de l'ANCA, Hadj Tahar Boulénouar, a tenu, dans une intervention enregistrée, à rassurer l'opinion publique quant à la situation de l'approvisionnement. « Les marchés connaissent aujourd'hui, et ce depuis le début du Ramadhan, une disponibilité générale des produits de consommation, notamment alimentaires », a-t-il affirmé. Selon lui, l'offre est jugée suffisante et l'approvisionnement marqué par une stabilité notable, ce qui a permis d'éviter les tensions et les scènes de ruée observées par le passé durant les premiers jours du mois sacré. Le responsable explique cette situation par plusieurs facteurs convergents. Il met d'abord en avant l'amélioration sensible de la produc-

tion agricole. « Les agriculteurs confirment que la saison en cours est meilleure que celle de l'année précédente et des années passées, grâce aux pluies précoces et abondantes, en particulier dans les zones à forte vocation agricole », a-t-il précisé. Cette conjoncture favorable a permis d'élargir l'offre en produits frais et de limiter les risques de pénurie. Le deuxième facteur évoqué concerne l'injection de quantités supplémentaires de produits de large consommation par les offices publics et les entreprises de production. Boulénouar cite notamment le sucre, l'huile, le lait, le café, la farine et la semoule. « L'injection de ces quantités supplémentaires a contribué à garantir la stabilité de l'approvisionnement et à renforcer la disponibilité sur l'ensemble du territoire », a-t-il souligné, insistant sur le rôle structurant des dispositifs publics dans la régulation du marché. Il a également mis en exergue l'impact positif de l'ouverture de nouveaux marchés de proximité à travers plusieurs wilayas et daïras. Ces espaces, aménagés spé-

cialement pour le Ramadhan, ont permis, selon lui, de combler un déficit ancien en infrastructures commerciales de proximité. « Ces nouveaux marchés ont contribué à couvrir le manque existant, à fluidifier la distribution et à participer à la stabilité des prix », a-t-il indiqué, rappelant que le secteur commercial souffrait auparavant d'un nombre insuffisant de structures adaptées. Abordant la question des fruits et légumes, Boulénouar a reconnu qu'une hausse des prix avait été enregistrée avant l'entrée dans le mois sacré pour certains produits, tels que la tomate, le concombre, le poivron ou encore certaines variétés de fruits. Toutefois, il observe un changement de tendance dès le troisième jour du Ramadhan. « Nous constatons un recul des prix, avec des baisses oscillant entre 15 et 20 dinars le kilogramme pour certains produits », a-t-il affirmé. Il attribue cette évolution à une stabilisation, voire à un léger recul de la demande après les achats massifs des tout premiers jours. Selon lui, cette dynamique de-

vrait se poursuivre. « Nous confirmons que les prix des fruits et légumes continueront à se stabiliser, voire à baisser durant le reste du mois, à condition que la demande reste dans des niveaux normaux », a-t-il estimé, appelant les consommateurs à adopter un comportement d'achat rationnel afin d'éviter toute tension artificielle sur les marchés. Enfin, le président de l'ANCA a rappelé que les marchés de gros demeurent ouverts tout au long du mois de Ramadhan, après la suppression du jour de fermeture hebdomadaire. Cette mesure permet aux détaillants de s'approvisionner quotidiennement et d'assurer un service continu aux citoyens. « Les commerçants ont la possibilité de se ravitailler chaque jour pour répondre aux besoins de leurs clients », a-t-il insisté, estimant que cette décision constitue un levier supplémentaire pour maintenir la stabilité et prévenir toute rupture d'approvisionnement.

VIANDES ROUGES

Réduire la dépendance et renforcer la production locale

Par Réda Hadi

La filière des viandes rouges demeure au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, dé-terminés à garantir l'approvisionnement régulier du marché et à préserver le pouvoir d'achat des ménages. À plusieurs reprises, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur la nécessité de lutter contre la spéculation et d'assurer la disponibilité des produits de large consommation, notamment à l'approche des périodes de forte demande comme le Ramadhan et l'Aïd el-Adha. Invité à s'exprimer sur la situation du marché, chez nos confrères de la radio nationale, Fatah Afrit, membre du Conseil interprofessionnel des viandes rouges, a dressé un état des lieux nuancé. Selon lui, malgré un déficit structurel de production estimé à près de 50 000 tonnes par an, le marché national demeure globalement approvisionné. « La disponibilité est assurée dans les quatre coins du pays », affirme-t-il, soulignant que les pics de consommation, qui peuvent tripler voire quadrupler durant certaines pé-

riodes, sont anticipés par des mesures spécifiques. La consommation annuelle de viandes rouges en Algérie avoisine les 370 000 tonnes. Or, le cheptel bovin national, estimé à environ deux millions de têtes, reste insuffisant pour couvrir pleinement cette demande. Le déficit concerne principalement la viande bovine, d'avantage importée que la viande ovine. Pour combler cet écart, l'État a recours à l'importation, non pas dans une logique de substitution permanente, mais comme mécanisme d'appoint destiné à stabiliser l'offre et éviter les flambées des prix. L'importation récente d'environ un million de têtes ovines, décidée en prévision de l'Aïd, s'inscrit dans cette stratégie conjoncturelle : soulager la pression sur le cheptel local et permettre sa reconstitution progressive. Selon M. Afrit, ces opérations ont contribué à maintenir une relative stabilité des prix, y compris durant le mois de Ramadhan, période traditionnellement marquée par des tensions sur le marché. Toutefois, il insiste sur le fait que la solution durable passe impérativement par le renforcement de la production nationale.

La clé de la régulation, estime-t-il, réside dans l'augmentation de la production locale. Cela suppose d'abord une modernisation des élevages et une amélioration génétique des races bovines. En Algérie, l'élevage bovin est encore largement orienté vers la production laitière, alors que les races spécialisées dans la viande demeurent marginales. Or, le gain de productivité par tête constitue un levier stratégique. Réduire la durée d'engraissement d'un veau de six à quatre mois, par exemple, permettrait de diminuer les coûts et d'améliorer la rentabilité. Des instituts spécialisés travaillent déjà sur l'amélioration génétique, mais les efforts restent jugés insuffisants. L'alimentation animale représente un autre défi majeur. Les intrants, notamment certaines céréales et composants de l'aliment de bétail, sont en partie importés, ce qui alourdit les coûts de production. Renforcer la production nationale de ces intrants permettrait de réduire la dépendance extérieure et d'atténuer la facture globale. Au-delà des aspects techniques, M. Afrit plaide pour une réorganisation

structurelle de la filière autour de coopératives spécialisées. Contrairement aux coopératives agricoles généralistes existantes, il propose la création de coopératives exclusivement dédiées aux viandes rouges, regroupant producteurs, engraisseurs et transformateurs. Ce modèle offrirait plusieurs avantages : traçabilité renforcée, meilleure régulation de l'offre, réduction des coûts et pouvoir de négociation accru. En mutualisant les moyens, les éleveurs pourraient éviter les situations de mévente, qui pèsent lourdement sur les charges et influencent le prix de revient. Toutefois, la dynamique reste timide. Les conseils interprofessionnels, bien qu'existants, manquent de moyens pour impulser un véritable changement. « Lorsqu'on appelle un éleveur à adhérer, il demande d'abord ce qu'il va y gagner », observe-t-il. D'où l'importance de la sensibilisation, notamment à travers des salons spécialisés et des rencontres de proximité destinées à convaincre les investisseurs potentiels. La modernisation ne concerne pas uniquement l'élevage. L'Algérie dis-

pose aujourd'hui d'abattoirs modernes, souvent opérés par le secteur privé, mais la transformation reste encore limitée. Or, valoriser l'ensemble de la bête — viande, peau et sous-produits — permettrait d'optimiser le prix de revient et de mieux rémunérer les acteurs de la chaîne. « Rien ne doit se perdre », insiste M. Afrit. Une filière intégrée, de la production à la transformation, contribuerait à renforcer la compétitivité et à protéger le consommateur final. Comme toute activité agricole, l'élevage demeure exposé aux aléas climatiques. Les épisodes de sécheresse affectent la disponibilité des fourrages et renchérissent les coûts. Les maladies animales constituent également un risque, même si les services vétérinaires veillent au contrôle sanitaire du cheptel. Malgré ces contraintes, le potentiel demeure important. Le cheptel ovin est estimé entre 25 et 30 millions de têtes, tandis que le cheptel caprin, autour de trois millions, connaît un regain d'intérêt, notamment dans les régions du nord où la demande pour la viande caprine progresse.

SÉCHERESSE ET RISQUES CLIMATIQUES

La CNMA déploie une nouvelle assurance pour les céréales

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé la mise en place d'un dispositif assurantiel innovant destiné à couvrir les risques majeurs liés aux changements climatiques, notamment la sécheresse. Ce nouveau mécanisme, qui intervient dans le cadre des orientations stratégiques du secteur agricole, a été conçu dans un premier temps pour accompagner la filière céréalière, jugée prioritaire pour garantir la sécurité alimentaire du pays. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, a précisé que ce dispositif vise à offrir une protection intégrée pour les agriculteurs, en particulier face aux déficits pluviométriques qui causent des sécheresses répétées. Selon M. Benhabiles, « les principaux éléments de ce mécanisme ont été finalisés au début de l'année 2026 », et il sera

mis en œuvre dès que le processus réglementaire, dirigé par les ministères de l'Agriculture et des Finances, sera complet.

Un produit assurantiel « attendu depuis longtemps »

Ce produit assurantiel, « longtemps attendu » par les agriculteurs, sera déployé en plusieurs phases. La première concernera la couverture des risques dans la filière céréalière, une activité stratégique pour l'Algérie, particulièrement importante à l'approche des périodes de récoltes et de fortes variations climatiques. La CNMA assure que ce mécanisme vise à « offrir la tranquillité nécessaire aux agriculteurs pour qu'ils puissent faire face aux aléas naturels et garantir la pérennité de leur production ». La CNMA travaille également à renfor-

cer son accompagnement sur le terrain et à encourager l'adhésion des agriculteurs, notamment dans les filières stratégiques comme la céréaliculture. La direction de la CNMA souligne que la transformation digitale et la modernisation des services ont joué un rôle clé dans la progression des résultats de l'année 2025, avec une augmentation de plus de 12 % du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente. M. Benhabiles a également mis en avant les résultats significatifs de l'année passée, notamment plus de 8,1 milliards de dinars d'indemnisation versés, un processus accéléré pour renforcer la confiance des agriculteurs. Cette amélioration des délais de remboursement a permis de rétablir rapidement l'équilibre financier des assurés, essentiel pour encourager l'investissement et soutenir la production agricole. Le directeur général de la

CNMA a également annoncé l'introduction d'un package de micro-assurance, une solution innovante et à faible coût, destinée aux petits agriculteurs, aux start-ups et aux porteurs de micro-projets. Ces produits visent à offrir une couverture complète contre les risques climatiques majeurs, en particulier ceux liés à la sécheresse et aux aléas naturels, avec une attention particulière pour les agriculteurs disposant de moyens limités. Pour l'année 2026, la CNMA prévoit de poursuivre sa modernisation en développant des produits assurantiels pour couvrir les risques climatiques majeurs et en consolidant son travail de proximité. Ce travail inclut des campagnes de sensibilisation préventive et un renforcement des services assurantiels adaptés aux réalités du terrain.

Z R.

MÉDÉA

50 restaurants
ouverts pour l’iftar
du Ramadhan

Une cinquantaine de restaurants sont ouverts à proximité des principaux axes routiers de la wilaya de Médéa afin de proposer des repas chauds aux usagers de la route pendant le mois de Ramadhan, à-on informé, samedi, auprès de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Localisés au niveau de vingt-cinq (25) communes, ces restaurants serviront, durant tout le mois sacré des repas chauds aux voyageurs et aux usagers de la route qui transitent par le territoire de la wilaya de Médéa, at-on fait le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Mohamed Lamine Rehailia. Selon ce responsable, un grand nombre de ces restaurants sont situés sur des axes routiers très fréquentés, comme la route nationale RN18, dépendant des localités de l'est de la wilaya, la RN8, qui dessert les régions de l'ouest, ou encore sur l'autoroute nord-sud, permettant ainsi l'accueil des citoyens de passage par ces localités. L'ouverture des restaurants rend les déplacements des citoyens pendant ce mois sacré moins pénibles, notamment pour ceux qui doivent parcourir de longues distances et faire des arrêts pour rompre le jeûne avant de poursuivre leur voyage, at-il indiqué. Des bénévoles issus d'associations caritatives locales assurent l'encadrement de ces structures et veillent à prendre en charge les automobilistes et les voyageurs qui transitent par la wilaya, a assuré M.Rehailia.

R.E.

MÉDÉA

50 restaurants
ouverts pour l’iftar
du Ramadhan

Une cinquantaine de restaurants sont ouverts à proximité des principaux axes routiers de la wilaya de Médéa afin de proposer des repas chauds aux usagers de la route pendant le mois de Ramadhan, à-on informé, samedi, auprès de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Localisés au niveau de vingt-cinq (25) communes, ces restaurants serviront, durant tout le mois sacré des repas chauds aux voyageurs et aux usagers de la route qui transitent par le territoire de la wilaya de Médéa, at-on fait le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Mohamed Lamine Rehailia. Selon ce responsable, un grand nombre de ces restaurants sont situés sur des axes routiers très fréquentés, comme la route nationale RN18, dépendant des localités de l'est de la wilaya, la RN8, qui dessert les régions de l'ouest, ou encore sur l'autoroute nord-sud, permettant ainsi l'accueil des citoyens de passage par ces localités. L'ouverture des restaurants rend les déplacements des citoyens pendant ce mois sacré moins pénibles, notamment pour ceux qui doivent parcourir de longues distances et faire des arrêts pour rompre le jeûne avant de poursuivre leur voyage, at-il indiqué. Des bénévoles issus d'associations caritatives locales assurent l'encadrement de ces structures et veillent à prendre en charge les automobilistes et les voyageurs qui transitent par la wilaya, a assuré M.Rehailia.

R.E.

BOUMERDES

Le secteur des ressources en eau
renforcé par plusieurs projets
depuis début 2025

Le secteur des ressources en eau de la wilaya de Boumerdes a été renforcé par la mise en service de plusieurs nouveaux projets depuis le début de l'année 2025, à-on informé, samedi, d'un responsable du secteur.

Synthèse R E/Agence

Ces réalisations ont contribué à consolider la sécurité hydrique et à assurer un approvisionnement régulier en eau potable, a indiqué le directeur des ressources en eau, par intérim, Mohamed Kerchouche, lors d'une session du Conseil exécutif de wilaya consacré au secteur. Il a cité parmi les projets reçus, la réhabilitation et la remise en exploitation de 40 sources d'eau à travers la wilaya, la délivrance de 17 autorisations pour l'exploitation d'autant de puits à des fins indus-

trielles, ainsi que la rénovation des équipements de 30 puits artésiens auparavant à l'arrêt, remis en service afin de renforcer les capacités de production et réduire le déficit enregistré dans plusieurs communes. Il a également fait état de l'achèvement et de la mise en service de huit (8) autres puits artésiens destinés à améliorer la distribution, dont un projet d'équipement d'un puits pour l'alimentation de 1.000 logements AADL à Ouled Heddadj et un autre pour l'approvisionnement de 3.000 logements AADL à la cité El Gherf d'Ouled Moussa.

A cela s'ajoutent d'autres projets actuellement en cours de réalisation, notamment 10 puits artésiens de substitution dont les travaux d'équipement et de raccordement au réseau électrique ont été récemment lancés. A noter que l'alimentation en eau potable (AEP) de la wilaya est assurée à partir du système de transfert d'eau du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), ainsi que des barrages de Keddara Bouzegza, Hamiz et Beni Amrane, outre les puits artésiens et l'eau dessalée produite par les stations de dessalement de Cap Djinet et de Corso.

ORAN

Le siège de la commune d’Oran remet en service après
une opération de réhabilitation

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, accompagné du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a procédé, samedi, à la remise en service du siège de la commune d'Oran, à l'issue d'une vaste opération de réhabilitation. Lors de cette visite, M. Sayoud et M. Chaïb, en présence du wali d'Oran, Ibrahim Ouchene, et du président de l'Assemblée populaire communale d'Oran, Amine Al-louche, ont inspecté les différents

services et bureaux du siège communal, situés au centre-ville. Ils ont pris connaissance des travaux de restauration et de modernisation réalisés sur une période de 16 mois, pour un montant global dépassant 758 millions DA. Par ailleurs, le ministre a inauguré, en compagnie du secrétaire d'Etat, la trémie (tunnel souterrain) de la place du 1er Novembre 1954, au niveau de l'ancien carrefour giratoire « El Mechta », dans la commune de Bir El Djir. Cet ouvrage a été réalisé par l'Entreprise nationale des ponts et travaux d'art « Sapta », pour un coût estimé à 1,7

milliard DA. Ce nouvel aménagement, dépendant de la route nationale n 11 à plusieurs axes desservant notamment les quartiers Colonel Lotfi, El-Yasmine et Es-Sénia, a permis de réduire considérablement les embouteillages enregistrés dans les deux sens de circulation. La partie supérieure du tunnel a également fait l'objet d'un aménagement paysager comprenant l'installation d'une statue du fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, la réalisation de trois fontaines, la création d'espaces verts ainsi que la mise en

place d'un éclairage public, conférant ainsi une dimension esthétique à l'ensemble. Dans une déclaration à la presse, M. Sayoud a souligné que cet ouvrage contribuera à fluidifier la circulation et à atténuer durablement la congestion routière dans cette zone stratégique. Le ministre avait, plus tôt dans la journée, procédé avec M. Chaïb à l'inauguration et à la mise en service de l'annexe régionale chargée de la légalisation des documents destinés à un usage à l'étranger.

R.R.

JIJEL

232 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à la commune
de Boudriaa Ben Yadjis

Le projet de raccordement au réseau de gaz naturel de 232 foyers dans la commune de Boudriaa Ben Yadjis (wilaya de Jijel), a été mis en service, à-on avisé samedi auprès des services de la wilaya. La même source a indiqué que dans le cadre de la généralisation du raccordement au réseau du gaz

naturel des villages et mechtas de la wilaya, 232 foyers de la localité Souk Sebt relevant de la commune montagneuse de Boudriaa Ben Yadjis ont été reliés au réseau de distribution de cette énergie. L'opération qui a mobilisé une enveloppe financière de 49 millions DA s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à améliorer le

cadre de vie des citoyens et à assurer une plus large couverture par ce réseau pour toucher les diverses régions, a ajouté la même source. Les travaux sont en cours pour raccorder tous les foyers de la localité de Souk Sebt au réseau d'alimentation en gaz naturel et étendre le réseau aux localités voi-

sines non encore desservies, selon la même source. Le taux de raccordement au réseau de gaz naturel atteint actuellement dans la wilaya de Jijel 82 % et progressera davantage à terme de la réalisation en cours de divers programmes ainsi que d'autres nouvelles opérations, à-on indiqué.

APS

AÏN -DEFLA

Raccordement de plus de 200 logements au réseau de gaz naturel

Plus de 200 logements de la commune de Djellida, wilaya d'Aïn Defla, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette zone rurale, at-on appris samedi auprès de l'entreprise locale de distribution de l'électricité et du gaz. Selon la même source, 219 foyers du douar Sefafha ont enregistré de cette opération inscrit dans le cadre de la poursuite des investissements visant à soutenir le développement local, notamment dans les régions rurales. Ce projet s'ajoute à d'autres opérations similaires récemment réa-

lisées à travers la wilaya. D'un coût de plus de 39 millions de DA, ce projet, inscrit également au programme complémentaire 2025 visant la généralisation de cette énergie vitale, a porté sur la réalisation de plus de 10 kilomètres de réseau de gaz naturel. Parallèlement, l'entreprise a lancé une campagne de sensibilisation au profit des habitants de la localité sur les risques liés à une utilisation non sécurisée du gaz naturel et sur l'importance de la rationalisation de sa consommation. La même source a fait état du lancement, via les agences commerciales de l'entreprise, d'une opération d'installation de

200 compteurs d'électricité et de gaz au profit des logements pertinents du projet de 100 unités de logements publics locaux (LPL) dans la commune de Chellal. Cette opération vise à permettre aux bénéficiaires d'intégrer leurs nouveaux logements dans les meilleures conditions, à-on précisées, soulignant que les installations font l'objet d'un contrôle rigoureux du réseau interne par les agents de l'entreprise afin de s'assurer de la conformité des branchements aux normes techniques en vigueur et de garantir la sécurité des résidents.

APS

Les milliardaires de la Tech veulent faire du Groenland un laboratoire pour leurs folies libertariennes

Alors que les Européens tentent de réorienter Trump, ses partisans de la Silicon Valley ont leurs propres idées, qui impliquent des communautés peu réglementées et l'accès aux terres rares.

Par Pavel Devyatkin (*)

La semaine dernière, le président Trump a levé toute ambiguïté quant à ses intentions envers le Groenland. Lors d'un événement à la Maison Blanche, il a déclaré qu'il s'emparerait du territoire arctique « qu'ils le veulent ou non. » Il a ensuite proféré ce qui ressemblait à une menace mafieuse à l'encontre du Danemark : « Si nous ne pouvons pas le faire à l'amiable, nous le ferons à la dure. » Trump aurait également ordonné aux commandants des forces spéciales d'élaborer un plan d'invasion, même si de hauts responsables militaires l'ont averti que cela violerait le droit international et les traités de l'OTAN. Dans une interview accordée au New York Times, Trump a déclaré : « Je n'ai pas besoin du droit international. » En coulisses, le secrétaire d'État Marco Rubio a tenté de calmer le Congrès, affirmant que toutes ces manœuvres militaires n'étaient qu'un moyen de faire pression sur le Danemark pour qu'il négocie. Pendant ce temps, Stephen Miller, chef de cabinet adjoint de Trump, a rejeté l'autorité du Danemark sur le Groenland, affirmant que « personne ne va combattre militairement les États-Unis pour l'avenir du Groenland. » A même moment, sept pays européens ont publié une déclaration commune affirmant que « le Groenland appartient à son peuple » et certains alliés de l'OTAN espèrent tempérer Trump en proposant de stationner une force militaire sur l'île pour contrer la Russie et la Chine dans l'Arctique. Dans un effort apparent pour dissuader Trump de s'emparer du Groenland, le Premier ministre britannique Keir Starmer aurait déclaré à Trump qu'il partagerait son point de vue sur la menace que représente la Russie dans la région et qu'il envisagerait d'envoyer des troupes pour aider à la défense. Dans le même temps, l'Allemagne propose de mettre en place une mission conjointe de l'OTAN dans l'Arctique et la Première ministre danoise Mette Frederiksen a déclaré que la prise de contrôle du Groenland par les États-Unis marquerait la fin de l'OTAN. Compte tenu de l'opposition massive à la quête de Trump pour le Groenland et des avantages discutables en matière de sécurité liés à l'annexion de l'île, que se trame-t-il réellement ici ?

Pourquoi Trump veut le Groenland

L'administration Trump semble incapable de déterminer pourquoi elle doit s'emparer du Groenland. Au départ, le président a affirmé que « des navires russes et chinois sillonnent le long de la côte », une affirmation rejetée par les hauts diplomates nordiques : « J'ai interrogé les renseignements. Il n'y a ni navires, ni sous-marins. » Plus tard, Trump a lancé cette mise en garde : « Si nous ne prenons pas le Groenland, la Russie ou la Chine le feront, et je ne laisserai pas cela se produire. » Le vice-président JD Vance s'est orienté vers la défense antimissile, arguant que « toute l'infrastructure de défense antimissile dépend en partie du Groenland. » La valeur stratégique du Groenland est incontestable.



L'implantation américaine située sur l'île, la base spatiale de Pituffik, fournit une couverture radar d'alerte précoce des bombardiers et des missiles russes ou chinois. Cependant, le renforcement de cette capacité ne dépend pas de la prise de contrôle de l'île par Washington. Les accords de défense existants permettent déjà aux États-Unis de projeter leur puissance et de moderniser leurs capacités sans provoquer la catastrophe diplomatique que représenterait une annexion.

Sécurité nationale ou cupidité des entreprises ?

Les médias dominants ont largement couvert les ambitions de Trump concernant le Groenland, mettant l'accent sur la concurrence avec la Chine et la Russie en matière de sécurité dans l'Arctique, ainsi que sur l'ouverture de routes maritimes stratégiques grâce à la fonte des glaces. La plupart mentionnent les vastes gisements de minéraux essentiels au Groenland, indispensables aux véhicules électriques et aux énergies renouvelables. Mais ils s'abstiennent d'examiner les forces qui pourraient réellement être à l'origine de ce programme minier : les milliardaires du secteur technologique tels que Peter Thiel et Elon Musk, qui considèrent le Groenland non seulement comme une source de terres rares, mais aussi comme un laboratoire pour leurs expériences économiques et sociales libertariennes. Ces milliardaires envisagent la création au Groenland de « villes libres » non réglementées, exemptes de tout contrôle démocratique, de toute législation environnementale et de toute protection du travail. Ken Howery, ambassadeur de Trump au Danemark et cofondateur de PayPal avec Thiel et Musk, aurait engagé des discussions pour mettre en place ces zones à faible réglementation. Il y a ici un conflit d'intérêts ironique : les responsables de la sécurité nationale veulent

un contrôle étatique fort sur ce territoire stratégique. Les milliardaires de la tech qui financent Trump veulent le contraire : un terrain de jeu déréglementé pour leurs expériences anarcho-capitalistes. Les deux parties partagent une cécité commune vis-à-vis de la souveraineté du Groenland et des droits des autochtones. Il est profondément troublant de voir comment la crise climatique est présentée comme une opportunité. La calotte glaciaire du Groenland fond plus rapidement en raison de la hausse des températures. Les autochtones du Groenland voient leur mode de vie traditionnel disparaître à mesure que la glace disparaît. Les 56 000 Groenlandais, dont 89 % sont des Inuits autochtones, ont clairement exprimé leur position : 85 % d'entre eux s'opposent à l'adhésion aux États-Unis. Les dernières élections législatives ont donné la victoire à des partis qui rejettent ouvertement les avances de Trump. Mais cela ne transparaît pas dans la manière dont Washington évoque le Groenland. Leurs voix ne sont qu'un murmure dans toutes ces discussions sur l'annexion. Dans le même temps, la plupart des Américains s'opposent à l'idée d'acheter ou d'envahir le Groenland.

Par tous les moyens

La Maison Blanche tente par tous les moyens d'arriver à ses fins. Les responsables américains ont envisagé de verser à chaque Groenlandais une somme forfaitaire comprise entre 10 000 et 100 000 dollars, essayant essentiellement d'acheter l'approbation d'une population qui continue de dire Non. La Maison Blanche tente également de conclure un accord de libre association (COFA) avec le Groenland. Dans le cadre d'un tel accord, les États-Unis ne fournissent que des services de distribution du courrier et des opérations de protection militaire en échange de la liberté d'action de l'armée américaine et d'un commerce

exempt de droits de douane. De tels accords existent avec des îles comme Palau, les Îles Marshall et la Micronésie. Cependant, cet arrangement a peu de chances d'aboutir avec le Groenland. Les accords COFA ont déjà été signés avec des pays indépendants, et le Groenland devrait se séparer du Danemark pour qu'un tel projet puisse voir le jour.

Risques pour les États-Unis

Cette crise dépasse largement les frontières du Groenland. Il s'agit ici de savoir quel type de pays les États-Unis veulent être et comment ils veulent se positionner sur la scène internationale. Les États-Unis vont-ils exercer leur leadership par le biais de partenariats et d'avantages mutuels, ou par le biais de menaces et de coercition ? Washington respecte-t-il le principe d'autodétermination (que nous prétendons défendre) ou seulement lorsque cela lui convient ? Cette obsession pour l'annexion réduit tout à une prédation des ressources. Elle ignore complètement le fait que le Groenland est la patrie d'un peuple qui a ses propres rêves, ses propres droits et ses propres espoirs pour l'avenir. Le président Trump a promis de mettre fin aux guerres éternelles et de s'attaquer à l'establishment de la politique étrangère. Mais ces menaces sur le Groenland reflètent la même vieille mentalité selon laquelle la force fait le droit et que l'indépendance des autres pays ne compte que lorsqu'elle sert nos intérêts tels que nous les percevons. Les véritables intérêts des États-Unis ne résident pas dans la renaissance de l'impérialisme, mais dans la démonstration que le partenariat et les avantages mutuels offrent une meilleure voie que l'unilatéralisme agressif. (*) Chercheur non résident au Quincy Institute et associé principal à l'Arctic Institute.

Source : Responsable Statecraft, 13-01-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

IRAK

Lancement du Worldlink transit cable project

Le groupement Worldlink, composé de l'entreprise irakienne Tech 964, filiale du groupe Amwaj, un des principaux privés irakiens, du groupe DIL Technology de la région autonome du Kurdistan irakien et de l'entreprise émirienne Breeze Investments, a annoncé le lancement d'un projet de câble numérique reliant Abu Dhabi au port irakien d'Al Fao dans sa partie sous marine et traversant l'Irak en passant par la région autonome du Kurdistan jusqu'à la frontière turque. Le montant de l'investissement est estimé à 700 M USD pour une durée de travaux de quatre ans. Le WorldLinkTransit Cable Project offrira une alternative terrestre aux câbles reliant les pays du Golfe à l'Europe par la Méditerranée via le canal de Suez. Le câble renforcera également l'infrastructure haut débit de l'Irak et offrira des opportunités de développement des activités numériques. Aucune information n'a été apportée à ce stade sur les sources de financement du projet. En parallèle, Tech 964 et le groupe Nokia ont annoncé un partenariat pour moderniser les infrastructures de télécommunications et numériques en Irak. Les collaborations incluent le déploiement de réseaux Fibre-to-the-home (FTTH) et le développement de centres de données.

R.I.

IRAN

Troc pétrole contre marchandises

Le ministre de l'Agriculture a annoncé une augmentation du plafond limitant le troc de pétrole contre des biens essentiels, qui sera porté à 1,5 MdUSD d'ici la fin du mois de mars. À partir du prochain exercice budgétaire, les importateurs de biens essentiels pourront recevoir directement des cargaisons de brut du ministère du Pétrole pour financer leurs importations, court-circuitant les intermédiaires jusqu'ici habilités à réaliser ce type d'opérations. Cette mesure intervient dans le contexte d'une pression accrue des États-Unis pour réduire les exportations de pétrole iranien vers la Chine. Selon des sources diplomatiques, Donald Trump se serait engagé devant Benjamin Netanyahu, la semaine dernière, à intensifier les efforts visant à restreindre les livraisons de pétrole iranien à Pékin, qui représentent plus de 90 % des exportations pétrolières de l'Iran. Cette stratégie de « pression maximale » vise à réduire les revenus en devises de l'Iran. Parallèlement, le gouverneur de la Banque centrale iranienne, Abdolnaser Hemmati, a formellement démenti les allégations de corruption concernant le non-rapatriement de 11 Mds USD de revenus pétroliers par des « trustees », affirmant que la Banque centrale demeure seule responsable de ces mouvements de fonds. Agence

TUNISIE – CORÉE DU SUD

Un partenariat stratégique en voie de consolidation

Longtemps marquée par une relation respectueuse, la coopération entre le Maroc et la République de Corée connaît depuis peu une accélération remarquable. Entre convergences diplomatiques affirmées, ambitions économiques partagées et engagements conjoints dans des domaines stratégiques, Tunis et Séoul tracent les contours d'un partenariat multidimensionnel, à la fois pragmatique et porteur de sens.

Synthèse Rédaction internationale

La Tunisie et la Corée du Sud scellent un partenariat pour créer 75 start-ups dans le numérique, via un projet conjoint avec la Korean International Cooperation Agency (KOICA) et l'Organisation internationale du travail (OIT). Annoncé le 18 février 2026 par le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Riadh Chaoued, ce programme cible les secteurs de la santé, l'agriculture, l'environnement, l'éducation et la culture. Ce comité de pilotage national évalue l'approche participative et les avancées des plans régionaux pour l'emploi. Il accompagne les jeunes entrepreneurs au-delà de la création, en facilitant la commercialisation et la promotion sur les

marchés nationaux et internationaux pour assurer la viabilité des initiatives. Le projet renforce l'impact des politiques d'emploi en valorisant trois chaînes de valeur technologiques prioritaires. Les start-ups bénéficient d'un soutien complet, incluant l'obtention du label officiel et des outils pour scaler leurs activités innovantes. Riadh Chaoued insiste sur l'accompagnement post-crétion, essentiel pour transformer les idées en entreprises durables. Des témoignages de jeunes porteurs de projets ont illustré les progrès terrain, soulignant l'importance d'un écosystème favorable à l'innovation numérique. Illwoo Nam, directrice de KOICA en Tunisie, confirme l'engagement coréen à booster l'employabilité des jeunes et l'ini-

tiative privée. Ce partenariat bilatéral s'étend à l'achèvement de 11 plans régionaux pour l'emploi, avec une généralisation prévue à toutes les régions d'ici fin 2026. Ces initiatives s'alignent sur les priorités nationales de diversification économique et de jeunesse. Le ministre prévoit le lancement imminent de projets régionaux, intégrant ce programme pour maximiser les créations d'emplois dans le numérique. Ce partenariat tuniso-coréen dynamise l'écosystème des start-ups numériques tunisiennes. Les 75 nouvelles entités, soutenues par KOICA et l'OIT, ouvriront des opportunités dans des secteurs vitaux. La Tunisie consolide ainsi son positionnement comme hub technologique régional.

ÉGYPTE

Le Caire affiche plus de 9 GW de capacités renouvelables installées

L'Égypte poursuit le développement de ses capacités d'énergies renouvelables, avec le solaire et l'éolien qui prennent une place croissante, soutenus notamment par le secteur privé. Avec environ 108 millions d'habitants et l'un des systèmes électriques les plus puissants du continent, l'Égypte s'impose aujourd'hui comme acteur majeur des énergies renouvelables en Afrique. Selon le dernier bulletin trimestriel NREAmeter publié en janvier par la New and Renewable Energy Authority, le pays des pharaons disposait de 9,1 GW de capaci-

tés renouvelables installées au deuxième trimestre de l'année fiscale 2025/2026, contre 8,6 GW une année auparavant. Le solaire et l'éolien représentent à eux seuls plus de 6,2 GW de ce total. L'éolien atteint 3 GW tandis que le solaire dépasse 3,2 GW. Sur ces deux filières combinées, l'Égypte figure parmi les premiers marchés africains derrière l'Afrique du Sud, qui disposait de 13,5 GW de capacités renouvelables totales fin 2024 selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Le secteur privé occupe une

place clé dans cette dynamique. Dans le solaire, plus de 2,9 GW sont portés par des opérateurs privés, qui portent aussi plus de 1,6 GW dans l'éolien. Une structuration qui traduit un modèle fondé sur les producteurs indépendants et les investissements étrangers. À noter que les 2,82 GW de capacités hydroélectriques dont dispose le pays sont quant à elles des actifs publics. En plus de ces capacités installées, 4 GW sont actuellement en construction et 14 GW supplémentaires sont en développement, principalement dans

l'éolien et le solaire. Ces volumes répondent à l'objectif officiel de porter la part du renouvelable à 42 % du mix électrique national d'ici 2030, et sont quasi-exclusivement portés par le privé. En parallèle, la République arabe cherche à renforcer sa base industrielle dans les équipements liés aux énergies propres, notamment dans les composants électriques et les onduleurs solaires, afin d'accompagner l'augmentation des capacités installées par une montée en compétence et en produits locaux.

Agence

LES CHEMINS DE FER SAOUDIENS BATTENT DES RECORDS EN 2025

14 millions de passagers et 30 millions de tonnes de fret

Les chemins de fer saoudiens (Saudi Arabia Railways, SAR) ont annoncé des résultats opérationnels record pour l'année 2025, consolidant leur position comme un pilier des secteurs logistique et touristique du Royaume. SAR a transporté plus de 14 millions de passagers, soit une augmentation significative par rapport aux 11,2 millions de passagers enregistrés en 2023, soulignant l'adoption croissante du rail tant pour les déplacements quotidiens que pour les pèlerinages, rapporte l'Agence de presse saoudienne. De même, le transport de fret a fortement progressé, passant d'environ 24 millions de tonnes en 2023 à 30 millions de tonnes en 2025, stimulé par la demande industrielle accrue et la logistique minière.

En transportant 30 millions de tonnes de fret par rail, le réseau a permis de supprimer deux millions de trajets en camion sur les autoroutes du Royaume, entraînant une économie de 139 millions de litres de carburant. Cela s'est également traduit par une réduction de 364 000 tonnes d'émissions de carbone, contribuant directement à l'Initiative Verte Saoudienne. Ces chiffres soulignent le rôle central de SAR dans la réalisation de la Stratégie nationale des transports et de la logistique (NTLS) et de la Vision 2030 de l'Arabie Saoudite, en offrant un réseau à la fois efficace et durable sur le plan environnemental. "Dream of the Desert" Une réalisation marquante de 2025 a été le lancement officiel du Dream of the

Desert, le premier train de luxe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le ministre des Transports et des Services Logistiques et président de SAR, Saleh Al-Jasser, a dévoilé le premier wagon du "Dream of the Desert" en octobre dernier lors du FII9. Développé en partenariat avec le groupe italien de luxe Arsenale, ce service a redéfini le tourisme ferroviaire. Le train comprend 40 cabines de luxe sur mesure, offrant une expérience de « croisière ferroviaire » inspirée de l'Orient Express classique, mais avec une identité saoudienne unique. L'itinéraire traverse le Royaume de Riyadh à Al Qurayyat, en s'arrêtant sur des sites culturels clés tels que Ha'il et Al-Jouf, transformant ainsi le voyage lui-même en destination.

R.I.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L’Afrique a capté 13,8 milliards \$ d’investissements en 2025

La dette domine les modèles d’investissements dans la transition énergétique africaine, qui se sont concentrés sur une dizaine de marchés propices à de grands projets et offrant des perspectives de rendement intéressantes comme l’Afrique du Sud, le Nigeria, l’Égypte et le Maroc.

Synthèse Rédaction internationale/agence

L’Afrique a capté 13,84 milliards USD d’investissements dans la transition énergétique en 2025, selon un rapport publié le mardi 17 février par Electron Intelligence, un cabinet d’intelligence économique dédié aux marchés africains de l’énergie. Intitulé « Africa’s Power and Energy Transition Investment Report 2025 », le document précise que ces investissements sont répartis sur 306 transactions effectuées par 142 investisseurs distincts, dans 43 pays du continent. Les projets d’énergies propres prédominent avec 13,61 milliards USD, soit 98,3 % de la valeur totale des investissements. Sur le segment des énergies vertes, la production arrive en tête de liste avec 8,14 milliards USD, devant les programmes de réformes du secteur et de renforcement des services publics (2,40 milliards USD). Les investissements dans les réseaux de transmission et de distribution ont atteint 1,55 milliard USD, contre 666 millions USD pour le stockage et la flexibilité. Les modèles de financement mettent en évidence la prédominance de la dette, qui représente 9,05 milliards

USD. Viennent ensuite les capitaux propres (2,48 milliards USD), les subventions (1,17 milliard USD), les garanties (656,5 millions USD) et les financements mixtes (utilisation stratégique du financement du développement et des fonds philanthropiques pour mobiliser les flux de capitaux privés) avec 456,9 millions USD. Il est à noter dans ce cadre que 15 fusions-acquisitions d’un montant cumulé de 1,4 milliard USD ont été aussi enregistrées à l’échelle continentale en 2025.

La BAD tient le haut du pavé

De façon générale, la bancabilité des projets constitue le plus important critère influençant les décisions d’investissement, les capitaux se concentrant sur les contrats d’achat d’énergie crédibles, avec une bonne répartition des risques, une capacité d’exécution confirmée et un accès garanti au réseau électrique. Le rapport révèle par ailleurs que les principaux investisseurs dans la transition énergétique africaine durant l’année écoulée sont la Banque africaine de développement (1,77 milliard USD), le groupe de la Banque mondiale (1,04 milliard USD), la banque sud-africaine Stan-

dard Bank (922,1 millions USD) et l’Union européenne (794,6 millions USD). Au total, les dix principaux investisseurs concentrent plus 53 % du total des investissements réalisés, soit 7,42 milliards USD répartis sur 112 opérations dans 34 pays. La répartition géographique des investissements montre que les capitaux se sont concentrés sur une dizaine de marchés clés qui offrent des opportunités pour réaliser de grands projets, ainsi que des perspectives de rendement intéressantes. Dix pays ont accaparé 9,88 milliards USD, soit 73 % de la valeur totale des transactions, avec en tête l’Afrique du Sud (2,16 milliards USD), l’Égypte (1,95 milliard USD), le Nigeria (1,78 milliard USD) et le Maroc (1,38 milliard USD). La ventilation des investissements par sous-région révèle que l’Afrique de l’Ouest tient le haut du pavé avec 3,91 milliards USD, devant l’Afrique du Nord (3,75 milliards USD), l’Afrique australe (3,13 milliards USD), l’Afrique de l’Est (797,7 millions USD) et l’Afrique centrale (325,5 millions USD). Les transactions englobant des pays situés dans deux sous-régions différentes du continent ou plus ont, quant à elles, atteint 1,90 milliard USD.

CHAÎNES RIZICOLES

La BAD et AfricaRice lancent REWARD, doté de 8,5 millions \$, en Afrique de l’Ouest

Le Groupe de la Banque africaine de développement, en partenariat avec le Centre du riz pour l’Afrique (AfricaRice) et la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), a lancé, à Bouaké (centre de la Côte d’Ivoire), le Programme de renforcement de l’adaptation des chaînes de valeur rizicoles au changement climatique en Afrique de l’Ouest (REWARD–AfricaRice). Ce lancement officiel marque une étape importante vers le renforcement de la production rizicole climatique-résiliente, l’amélioration des systèmes semenciers, le renforcement des capacités de transformation et l’accélération des progrès vers l’autosuffisance en riz en Afrique de l’Ouest. Le programme permettra notamment de : réduire les importations, renforcer l’intégration régionale et rendre les chaînes de valeur de riz plus rési-

lientes. La cérémonie de lancement qui a eu lieu le 13 février 2026, a réuni des hauts représentants des pays bénéficiaires, des unités nationales de mise en œuvre du projet, des instituts de recherche et des partenaires du développement. Le projet multinational d’appui technique REWARD-AfricaRice, initié et financé à hauteur de 8,5 millions de dollars américains par la Banque africaine de développement, a été élaboré pour renforcer les chaînes de valeur rizicoles grâce à l’amélioration de la production de semences de riz, à des pratiques agricoles durables, à des technologies de transformation améliorées et à la coordination régionale. Il sera mis en œuvre sur une période de cinq ans jusqu’en 2029 et couvrira quatorze pays d’Afrique de l’Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d’Ivoire, Gambie,

Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Dans son ensemble, le programme REWARD a pour objectif de traiter les défis structurels persistants dans le secteur rizicole. Il répond à la nécessité impérieuse de transformer le riz en produit stratégique dans cette région où la demande continue d’augmenter en raison de la croissance démographique rapide et de l’urbanisation. « Le riz est une denrée stratégique pour la souveraineté alimentaire et la résilience économique en Afrique de l’Ouest. Le programme REWARD démontre la puissance de la collaboration régionale pour faire avancer notre programme commun en matière de sécurité alimentaire », a déclaré le représentant de la CEDEAO, Boladale Adenle. Agence

GUINÉE

La production de la plus grande mine d’or a augmenté de 6 % en 2025

Plus grande mine d’or de Guinée, Siguiri est majoritairement contrôlée par le sud-africain AngloGold Ashanti, avec une participation de 15 % pour l’État. Ce projet a livré 273 000 onces en 2024, soit 45 % de la production industrielle nationale d’or. En Guinée, la mine d’or Siguiri a livré 289 000 onces en 2025, en hausse de 6 % en glissement annuel. C’est ce que rapporte AngloGold Ashanti, qui détient 85 % du plus important projet aurifère du pays, dans son bilan annuel publié le vendredi 20 février. Cette hausse est principalement due à un bond de 15 % de la production au quatrième trimestre, grâce à l’amélioration des taux de récupération d’or au niveau de l’usine de traitement et à une augmentation du débit. Grâce à la hausse des prix du métal jaune, la mine guinéenne a par ailleurs vu les revenus générés sur l’année atteindre 990 millions USD, contre 653 millions USD en 2024. Siguiri a représenté 9 % de la production du groupe sud-africain, qui exploite aussi en Afrique des mines au Ghana et en Tanzanie, et détient 50 % d’intérêts dans la mine égyptienne Sukari, ainsi que 45 % dans la mine Kibali (gérée par Barrick Gold) en République démocratique du Congo. R.I.

POUR LE TRONÇON YARGO - BOURZANGA

Le Burkina Faso approuve un prêt de 17,9 millions \$ de la BOAD

Le Burkina Faso accélère les projets structurants pour renforcer son économie. Le nouveau financement de la BOAD appuie les ambitions du pays en matière de connectivité routière. Le gouvernement burkinabè, réuni en Conseil des ministres le 19 février 2026, a approuvé un prêt de 10 milliards FCFA (environ 17,9 millions USD) destiné au financement du tronçon Yargo - Bourzanga, composante du projet de construction et de bitumage de la route nationale n°22 (RN22) Kongoussi - Djibo. La facilité est accordée par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), dont le Conseil d’administration avait déjà donné son feu vert en décembre 2025. Long de 96 km, le segment concerné est présenté comme stratégique pour le maillage du territoire. Il permet notamment la liaison entre la région du Centre-Nord et celle du Sahel, dans un contexte de contraintes logistiques et sécuritaires persistantes. Pour les autorités, le bitumage de cet axe, qui s’accompagne aussi de la construction d’un poste de péage, devrait aider à fluidifier la circulation des personnes et des biens. L’enjeu est également de désenclaver certaines localités, répondant à l’ambition de relier progressivement les chefs-lieux de régions par des voies structurantes. Cette orientation se traduit notamment par la construction en cours de l’autoroute Ouagadougou - Bobo-Dioulasso, et par la requalification du projet Koudougou - Yako en autoroute à 2 x 2 voies, alors qu’il était initialement conçu comme une route classique. R.E.

BOURSES AMÉRICAINES

Wall Street en hausse après l’annulation des droits de douane par la Cour suprême

Les Bourses américaines ont clôturé en franche progression vendredi, soutenues par le rebond des poids lourds de la technologie après que la Cour suprême a annulé les droits de douane globaux instaurés par Donald Trump. Dans ce contexte, le S&P 500 s'adjuge 0,69% à 6 909,5 points, le Dow Jones progresse de 0,47% à 49 625,9 points, tandis que le Nasdaq 100 grimpe de 0,87% à 25 012,6 points.

La plus haute instance judiciaire du pays a tranché, par six voix contre trois, contre ces taxes mises en place l'an dernier au titre d'une loi fédérale prévue pour les situations d'urgence nationale. Cette décision a aussitôt rassuré les investisseurs, inquiets d'un enlisement durable des tensions commerciales. Le président américain a fustigé un jugement "scandaleux" et a annoncé dans la foulée son intention d'instaurer un droit de douane mondial de 10% pour une période de 150 jours, en s'appuyant

sur la section 122 du Trade Act de 1974, afin de remplacer une partie des dispositifs d'urgence invalidés par la Cour. Malgré cette décision, la Cour suprême ne s'est pas prononcée sur la question d'un éventuel remboursement des droits déjà collectés. Des milliers d'entreprises dans le monde ont engagé des actions en justice pour contester les mesures tarifaires de l'administration Trump et obtenir le remboursement des sommes versées. D'après certains économistes, plus de 175 milliards de dollars de recettes douanières seraient

concernés. Plus tôt dans la séance, des statistiques ont révélé un ralentissement plus marqué que prévu de la croissance américaine au quatrième trimestre. Dans le même temps, un autre indicateur a montré une accélération de l'inflation en décembre, soulignant que l'évolution des prix demeure un enjeu clé pour la Réserve fédérale. Selon l'outil FedWatch du CME, les marchés estiment désormais à un peu plus de 50% la probabilité d'une baisse des taux d'inté-

rêt d'ici la réunion de juin. La semaine prochaine, l'attention des investisseurs se portera sur la publication des résultats trimestriels de Nvidia mercredi, alors que les valeurs liées à l'intelligence artificielle continuent d'orienter la tendance. Plusieurs statistiques macroéconomiques sont également attendues, notamment l'indice des prix à la production, programmé vendredi.

Agence

ETATS-UNIS

Pétrole brut américain-Midland, MEH restent faibles

Le WTI Midland et le WTI à East Houston, également connu sous le nom de MEH, sont restés faibles vendredi, les taux de fret élevés ayant limité la demande d'exportation. Le WTI Midland s'est négocié avec une prime de 25 cents. Jeudi, il avait atteint son niveau le plus bas depuis environ sept mois. Le MEH s'est négocié à 95 cents, son niveau le plus bas depuis plus d'un mois. Les qualités côtières ont augmenté alors que la décote du WTI par rapport au Brent est restée importante, à moins 5,31 dollars le baril. Une décote supérieure à 4 dollars le baril entraîne généralement une augmentation de la demande de barils de l'autre côté de l'Atlantique, les négociants repérant une fenêtre d'arbitrage. Du côté de l'offre, le nombre d'appareils de forage s'est maintenu à 409 cette semaine, selon Baker Hughes. * Le Light Louisiana Sweet pour livraison en mars a baissé de 5 cents pour atteindre le point médian d'une prime de 2,25 dollars et a été vu acheté et offert entre une prime de 2,00 et 2,50 dollars le baril par rapport aux contrats à terme sur le pétrole brut américain CLC1 * Mars Sour a augmenté de 15 cents pour s'échanger à la parité, et a été vu acheté et offert entre une prime de 20 cents et un escompte de 20 cents le baril par rap-

port aux contrats à terme sur le pétrole brut américain CLC1 * Le WTI Midland a gagné 10 cents pour atteindre le point médian d'une prime de 25 cents et a été vu acheté et offert entre le niveau neutre et une prime de 50 cents le baril par rapport aux contrats à terme sur le pétrole brut américain CLC1 * Le West Texas Sour a augmenté de 35 cents pour atteindre le point médian d'un rabais de 3 \$ et a été vu acheté et offert entre un rabais de 3,25 \$ et 3,75 \$ le baril par rapport aux contrats à terme sur le pétrole brut américain CLC1 * Le WTI à East Houston, également connu sous le nom de MEH, s'est négocié entre une prime de 75 cents et 1,15 \$ le baril par rapport aux contrats à terme sur le brut américain CLC1 * Les contrats à terme ICE Brent d'avril LCOc1 ont augmenté de 10 cents pour s'établir à 71,76 dollars le baril * Les contrats à terme sur le pétrole brut WTI de mars CLC1 ont perdu 4 cents pour s'établir à 66,39 dollars le baril * L'écart entre le Brent et le WTI s'est réduit de 6 cents pour s'établir à moins 5,31 dollars, après avoir atteint un maximum de moins 5,19 dollars et un minimum de moins 5,32 dollars.

Agence

BOURSE DE PARIS

Le CAC 40 touche un nouveau record absolu, les craintes géopolitiques au second plan

La Bourse de Paris s'inscrit en hausse vendredi, l'indice CAC 40 touchant même un nouveau record absolu malgré la prudence de mise sur les marchés dans un contexte de tensions entre les Etats-Unis et l'Iran. Vers 10H15 heure de Paris, le CAC 40 prenait 0,87%, soit 72,73 points, pour atteindre 8.471,51 points, après avoir ouvert en petite hausse. L'indice vedette parisien a même culminé à 8.474,95 points, un nouveau record absolu, dépassant son précédent record en séance de 8.438,52 points de mercredi. Les indices européens évoluent globalement en hausse, "portés avant tout par un rebond technique après

les récents épisodes de volatilité", estime John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. L'optimisme reste cependant prudent "dans un contexte de craintes d'une attaque américaine contre l'Iran", tempère Jim Reid, économiste pour la Deutsche Bank. "Avec l'approche du week-end, la question est de savoir si les négociations entre les États-Unis et l'Iran déboucheront finalement sur un succès ou si, au contraire, une frappe militaire américaine interviendra prochainement", résume Andreas Lipkow pour CMC Markets. Côté indicateurs, l'activité du secteur privé en France stagne au mois de

février, selon le baromètre PMI Flash HCOB publié vendredi, en raison particulièrement de la "faiblesse de la demande", surtout en provenance de l'étranger. L'indice composite la mesurant s'est redressé à 49,9 en février contre 49,1 en janvier, un plus haut en deux mois. Un indice inférieur à 50 marque une contraction de l'activité, et une expansion s'il est supérieur.

Le budget 2026 au Journal officiel

Le budget de l'Etat pour 2026, dont la quasi-totalité a été validée jeudi par le Conseil constitutionnel, a été promulgué vendredi au Journal officiel, marquant le point final de plus

de quatre mois de feuilleton parlementaire et de débats houleux. Cette promulgation met fin à la loi spéciale qui reconduisait temporairement le budget 2025 et avait été votée fin décembre faute d'accord parlementaire pour assurer la continuité de l'État. Du côté du marché de la dette, le taux d'emprunt de la France à échéance 10 ans, la référence pour les investisseurs internationaux, est passé sous les 3,31% vendredi, un plus bas niveau depuis août. Le "spread", l'écart entre le taux français et allemand très surveillé sur les marchés, s'est réduit à 0,56 point de pourcentage, un plus bas depuis fin janvier, signe d'accalmie sur le marché de la dette française.

Air Liquide satisfait

Le géant français des gaz industriels Air Liquide a encore augmenté de 6,4% son bénéfice net 2024, atteignant un nouveau record à 3,5 milliards d'euros, pour des ventes en léger recul (-0,4%), selon un communiqué vendredi. Des résultats salués à la Bourse de Paris: le titre prenait 3,52% à 173,42 euros vers 10H15 heure de Paris. Les analystes de Jefferies soulignent entre autre une croissance plus forte qu'anticipé de l'activité gaz et services et un "dividende nettement supérieur aux attentes".

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Février 2026

Valeur : 23 Février 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8334	29.8484
1	EUR	EURO		153.1774	153.2211
1	GBP	POUND STERLING		175.2847	175.3523
100	JPY	JAPANESE YEN		83.6771	83.7030
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7911	18.7968
1	CHF	SWISS FRANC		168.0474	168.1321
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8658	94.8837
1	DKK	DANISH KRONE		20.5008	20.5086
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3908	14.3953
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6450	13.6661
1	AED	UAE DIRHAM		35.3452	35.3550
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6130	34.6189
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.9866	425.1749
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6845	45.1335
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2061	14.2077
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5131	20.6184
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2630	3.2732
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.8524	178.8524

REMBOURSEMENT DES DROITS DE DOUANE

Les États-Unis pourraient restituer 175 milliards de dollars

De premières estimations révélées par Reuters indiquent que le potentiel remboursement des droits de douane imposés en avril 2025 par Donald Trump pourrait se monter à 175 milliards de dollars.

C'est une première estimation, mais le montant paraît déjà colossal. Selon de premières évaluations dévoilées par Reuters, plus de 175 milliards de dollars de droits de douanes déjà collectés par les États-Unis pourraient faire l'objet d'un remboursement aux importateurs.

Par Rédaction internationale

Quelques heures après la décision de la Cour suprême d'invalidiser les droits de douane imposés par Donald Trump en avril 2025, des économistes du Penn-Wharton Budget Model, un groupe en recherche fiscale de l'université de Pennsylvanie, ont estimé que ce jugement était de nature à ouvrir la voie à une demande de remboursement de la part des entreprises qui ont importé des biens aux États-Unis. Les juges ont renvoyé le dossier devant la Cour du commerce international, qui devra déterminer les prochaines étapes.

"La Cour suprême n'a pas explicitement

évoqué les 175 milliards de dollars qui pourraient potentiellement être remboursés", précise à Reuters Kent Smetters, le directeur du groupe d'économistes. "En revanche, la décision de justice ouvre clairement la voie à des demandes de remboursement." Les potentielles demandes de remboursement de la part des entreprises "pourraient provenir essentiellement du Trésor américain", selon lui.

Incertitudes et flou procédural

NBC News rapporte les propos du juge Brett Kavanaugh, l'un des trois à avoir voté contre la décision finale, évoquant "des conséquences importantes pour le

Trésor américain" dans le cas où les demandes de remboursement devien-

draient effectives. "Ce processus risque d'être 'chaotique', comme cela a été reconnu lors des plaidoiries", a-t-il averti.

Cité par CNN, Ted Posner, avocat spécialisé en droit du commerce, explique que "tout processus de remboursement nécessitera des demandes précises et ciblées et pour l'instant, les entreprises, et même les pays, sont dans l'incertitude". Ce serait donc aux entreprises, de manière individuelle, de lancer les poursuites pour espérer obtenir un remboursement des sommes déjà déboursées.

ALLEMAGNE

La Chine redevient le premier partenaire commercial en 2025

La Chine a retrouvé en 2025 sa place de premier partenaire commercial de l'Allemagne, avec un volume total d'échanges, exportations et importations cumulées, atteignant 251,8 milliards d'euros, selon les données publiées par l'Office fédéral allemand de la statistique (Destatis). Les États-Unis occupent la deuxième position, avec un volume d'échanges s'élevant à 240,5 milliards d'euros.

Toutefois, la dynamique commerciale diffère sensiblement entre les deux partenaires. Les échanges de marchandises entre Berlin et Pékin ont progressé de 2,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que ceux avec Washington ont reculé de 5 % sur la même période. D'après les analystes de Destatis, cette évolution s'explique principalement par "la hausse continue des importations en provenance

de Chine et la baisse simultanée des exportations vers les États-Unis". Cette tendance reflète à la fois le renforcement des flux de produits manufacturés chinois vers le marché allemand et un ralentissement de la demande américaine pour les biens allemands. Après la Chine et les États-Unis, les Pays-Bas se classent au troisième rang des principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne,

avec un volume total d'exportations et d'importations atteignant 209,1 milliards d'euros, en hausse de 3,3 % sur un an. Selon les analystes, ces chiffres confirment la centralité des grands partenaires économiques dans le commerce extérieur allemand et illustrent les recommandations en cours au sein des échanges internationaux en 2025.

APS

EUROPE

Comment l'Espagne est devenue le moteur de la croissance européenne

Le taux de croissance dans la zone euro a dépassé les attentes en 2025. Si la France et l'Allemagne font certes un peu mieux que prévu, le bon élève est l'Espagne qui jouit d'une hausse de 2,8 %. Le tourisme pèse environ 12 % du PIB en Espagne. C'est le nouveau moteur de l'économie européenne. L'Espagne, quatrième puissance de la zone euro, a enregistré une croissance de 2,8 % du PIB en 2025 selon les données de l'Institut national de la statistique espagnol (INE). Un dynamisme à rebours de la grande majorité de ses voisins. Ce chiffre, très légèrement au-dessous des prévisions du gouvernement espagnol de gauche (+2,9 %) et en baisse par rapport à la croissance de 2024 (+3,5 %), est plus de deux fois supérieur à la croissance anticipée pour l'ensemble de la zone euro l'an passé. Et rien de surprenant pour Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste au cabinet BDO France : « Il y a eu des chan-

gements post-Covid car le pays a profité de plans de relance européens. Il a pu créer énormément d'emplois, même si le taux de chômage reste élevé autour de 10 %. Mais il faut noter que même s'ils n'ont pas de budget [faute de majorité, le budget de 2023 devrait être reconduit pour la troisième année consécutive en 2026, NDLR], leur déficit est en dessous des 3 % réglementaire européens, et Madrid continue à se désendetter. »

La Pologne, l'autre (très) bon élève

Fort de ces bons chiffres, le gouvernement de Pedro Sanchez a annoncé une revalorisation du Smic et une régularisation massive des travailleurs sans-papiers, qui pourraient bénéficier à environ un demi-million de travailleurs, principalement originaires d'Amérique latine. Une manière de contrer le vieillissement de la population. Le FMI et la Banque d'Espagne prévoient pour 2026 une

croissance respectivement à 2,3 % et 2,2 % du PIB. « Et en 2027, on table sur une croissance à 1,7 %. Je ne pense pas que le chômage va drastiquement décroître, explique l'économiste, car on ne va pas retrouver le plein-emploi, mais il est certain que l'on va continuer à avoir une croissance soutenue et rester sur cette bonne tendance. »

Autre pays, autre réussite : la Pologne. Avec ses 3,6 % de croissance l'an dernier selon l'Office central de la statistique polonais (Gus), le pays fait office de miracle européen, à regarder l'évolution du pays depuis les années 1980. Les réformes dans l'éducation, le marché du travail, l'énergie ou les infrastructures ont été constantes et ont attiré les investisseurs étrangers. Varsovie est vue comme le premier hub technologique de l'est, avec près de 300 groupes internationaux installés.

SUÈDE

Reprise de l'économie mais des disparités régionales

La reprise de l'économie suédoise se poursuit en 2026, mais son rythme varie selon les régions. C'est ce qu'indique Nordea dans son rapport « Regionala Utsikter ».

Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages et une forte demande, notamment dans l'industrie de la défense, stimulent la croissance dans plusieurs parties du pays.

Parallèlement, les régions industrielles dépendantes des exportations subissent la pression d'une incertitude accrue sur le commerce international et d'une couronne suédoise plus forte. Stockholm affiche une évolution stable grâce à un secteur des services solide, tandis que l'activité dans la construction demeure faible. Les perspectives s'améliorent toutefois à mesure que le marché du logement se stabilise et que la construction hors du segment résidentiel progresse.

La banque estime que le sud de la Suède enregistrera le taux de croissance le plus élevé en 2026, avec 3,5 % en volume.

« Le sud de la Suède continue de renforcer sa position au niveau national, où le secteur des services, en particulier le commerce, profite du pouvoir d'achat accru des ménages. Cela bénéficie également au développement de l'ouest du pays, mais cette région reste pénalisée par la crise de l'industrie automobile », écrit Nordea.

Derrière le sud de la Suède, Stockholm ainsi que Småland et les îles affichent tous deux une croissance attendue de 3,4 %. La croissance devrait être la plus faible dans l'ouest de la Suède, le centre-nord et le nord supérieur du pays, à 3 %.

Agence

ROUMANIE

Le ministre des Finances soutient les euro-obligations et le « Made in Europe »

Le ministre Aleksandru Nazare soutient aussi le très controversé club LE6 des poids lourds de l'économie, estimant que, s'il réussit, ce sera « une bonne chose » pour l'Europe.

Le ministre roumain des Finances, Alexandru Nazare, a déclaré à Euronews qu'il soutenait diverses mesures actuellement envisagées au sein de l'Union européenne afin de permettre au bloc de retrouver son avantage compétitif et de stimuler l'investissement. Les propos de Nazare interviennent quelques jours après un sommet informel de l'UE consacré à la recherche de nouvelles façons de relancer une économie européenne en panne. L'une des principales propositions sur la table était celle d'une union à deux vitesses, permettant à au moins neuf pays de s'unir pour adopter des initiatives qui ne pourraient pas être approuvées autrement faute de consensus. Nazare a apporté son soutien à cette mesure. « La Roumanie soutient le paquet Marchés des capitaux [destiné à créer un marché unique et intégré des capitaux], la Roumanie soutient l'union de l'épargne et de l'investissement », a-t-il déclaré dans 12 Minutes with d'Euronews.

« J'ai toujours dit qu'il fallait accélérer ce paquet. Si ce format (l'union à deux vitesses) permet d'accélérer certains des dossiers que nous avons déjà à l'Ecofin (Conseil des affaires économiques et financières), je pense que c'est une bonne idée », a-t-il poursuivi.

Cet instrument juridique de coopération renforcée est entré sur le devant de la scène l'an dernier, lorsque les dirigeants de l'UE ont décidé d'accorder un prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine sans l'aval de la Hongrie, de la Slovaquie et de la République tchèque, un tournant qui semble indiquer que les dirigeants privilégient désormais la rapidité à l'unanimité.

R.I.

LES CHERCHEURS N'EN REVIENNENT PAS

Un malware Android parle à une IA pour survivre sur votre téléphone

Des chercheurs en cybersécurité ont mis au jour PromptSpy, le tout premier malware Android capable d'exploiter l'intelligence artificielle générative dans sa chaîne d'exécution. Le modèle Gemini, de Google, y est notamment détourné.



Beaucoup pensaient que l'intelligence artificielle générative était jusqu'ici réservée aux assistants, aux créatifs et aux directions informatiques en quête de gains de productivité. Mais elle est belle et bien aussi l'outil de prédilection de certains cybercriminels. ESET Research a révélé le 19 février 2026 l'existence de PromptSpy, un malware Android découvert, qui utilise le modèle Gemini de Google pour s'ancrer durablement dans les appareils des victimes. Et le pire, c'est qu'il n'est peut-être que le début d'une longue série.

PromptSpy, le malware Android qui fait de Gemini son complice malgré lui

Pour comprendre pourquoi PromptSpy est si singulier, il faut d'abord saisir son problème de départ et la façon dont il le résout. Les malwares Android traditionnels fonctionnent avec des scripts figés, des coordonnées de clics codées en dur, des sélecteurs d'interface prédéfinis. Le problème, c'est qu'Android n'est pas un système uniforme. Chaque fabricant l'habille à sa façon, et chaque mise à jour peut tout réorganiser. Ces scripts rigides se retrouvent alors complètement perdus. PromptSpy résout ce souci d'une façon assez maligne, car plutôt que de suivre un script rigide, il envoie à Gemini une photo détaillée de ce qu'affiche l'écran à cet instant précis (chaque bouton, chaque texte, chaque élément visible). L'IA analyse la situation et répond avec des instructions sur mesure, du type « appuie là, glisse ici ». Lukas Stefanko, chercheur chez ESET, explique qu'« avec l'IA générative, les cybercriminels peuvent désormais créer des versions du malware capables de s'adapter automatiquement à n'importe quel modèle de smartphone, type d'écran ou version d'Android. » Pas franchement rassurant. Tout ça a un but précis pour les hackers, qui est de s'assurer que PromptSpy reste actif sur le téléphone, quoi qu'il arrive. Pour y parvenir, il se verrouille dans la liste des applications récentes d'Android, cette

vue qui s'ouvre quand on bascule d'une appli à l'autre, et où un petit cadenas indique qu'une app est épinglée. Une fois verrouillé, il est impossible de le fermer d'un simple glissement de doigt. PromptSpy et Gemini continuent de dialoguer jusqu'à ce que l'IA confirme que le verrou est bien en place.

Un logiciel espion discret aux capacités redoutables

La persistance n'est pourtant que la partie émergée de l'iceberg. Le vrai cœur de PromptSpy, c'est un module VNC, qui est une technologie qui permet aux attaquants de voir l'écran de la victime en temps réel et d'en prendre le contrôle total à distance, comme s'ils tenaient le téléphone entre leurs mains. Clics, saisie de texte, navigation, ils font tout, sans que l'utilisateur ne s'en aperçoive. « Le malware abuse également des services d'accessibilité pour empêcher la désinstallation au moyen de superpositions invisibles, intercepte les données de l'écran de verrouillage et enregistre l'activité de l'écran », précise l'expert d'ESET. Et les communications avec les serveurs des attaquants sont chiffrées pour brouiller les pistes. Les capacités de PromptSpy vont bien au-delà du simple espionnage. Le logiciel malveillant peut récupérer votre code PIN ou mot de passe, enregistrer tout ce qui se passe à l'écran en vidéo, lister les applications installées et prendre des captures d'écran à la demande. Toutes ces données remontent discrètement vers les attaquants. Pour s'en débarrasser, il n'y a qu'une solution, à savoir redémarrer le téléphone en mode sans échec, un état dans lequel les applications tierces sont désactivées, puis supprimer l'application (qui se nomme MorganArg) depuis les paramètres.

Ce mécanisme de blocage invisible mérite une petite explication. En conditions normales, les zones qui empêchent d'appuyer sur « Désinstaller » ou « Arrêter » sont totalement transparentes, et l'utilisateur ne voit rien d'anormal. Ce sont les chercheurs

d'ESET qui ont mis ce camouflage au jour, en activant par hasard un mode débogage oublié dans le code par les développeurs du malware : les rectangles invisibles sont alors apparus en couleur, révélant exactement quels boutons étaient neutralisés à l'insu de la victime.

Une menace encore en gestation mais dont les implications sont déjà sérieuses

Lukas Stefanko est le chercheur qui a mis PromptSpy au jour ce mois-ci. L'analyse a révélé deux versions distinctes : une première, plus rudimentaire, repérée depuis Hong Kong mi-janvier ; une seconde, intégrant Gemini, identifiée depuis l'Argentine début février. Cette version se dissimule derrière une fausse application bancaire baptisée MorganArg, nous le disions, en référence probablement à « Morgan Argentina », dont l'icône copie celle de JPMorgan Chase Bank.

À ce stade, PromptSpy n'a pas encore été détecté dans la télémétrie d'ESET, ce qui pourrait indiquer une simple preuve de concept. Mais l'existence d'un domaine de distribution (désormais hors ligne) et d'un faux site bancaire en espagnol suggèrent que le passage à l'acte n'est peut-être pas si loin. Les chaînes de débogage en chinois simplifié retrouvées dans le code pointent, elles, vers un environnement de développement sinophone.

Ce qui inquiète vraiment les chercheurs, ce n'est pas PromptSpy en lui-même, mais ce qu'il représente. C'est déjà le deuxième malware exploitant l'IA découvert par ESET, après le ransomware PromptLock en août 2025. « Même si PromptSpy n'exploite Gemini que pour une fonctionnalité spécifique, ce cas illustre la manière dont l'intégration de l'IA peut rendre les malwares plus dynamiques », conclut Stefanko. Une tendance qui ne fait que commencer. ESET a prévenu Google, et Google Play Protect protège déjà les utilisateurs Android contre les versions identifiées, à condition de ne pas avoir désactivé cette protection.

Pourquoi le rêve à 50 milliards de Mark Zuckerberg finit sur votre petit écran de téléphone

Il fallait s'y attendre, après d'importantes coupes au sein de sa division dédiée à la réalité virtuelle, Meta va continuer de miser (gros) sur la déclinaison mobile d'Horizon Worlds, autrefois exclusif à ses casques Quest.

Alors que Meta ambitionnait de faire de son Horizon Worlds un véritable ambassadeur de la VR sociale, on apprenait en début d'année que l'univers Worlds n'était plus lié au seul système d'exploitation des casques Quest. Une déclinaison mobile, disponible sur iOS et Android, que Meta va continuer de pousser en 2026, évoquant même un "all-in" en ce qui concerne le marché mobile.

Horizon World VR file droit... vers nos mobiles !

Lancé en fin d'année 2021 aux États-Unis, Horizon Worlds est un jeu en ligne VR gratuit, permettant aux joueurs de visiter des mondes virtuels, de créer du contenu original, de rejoindre des événements, de jouer à des jeux... Malgré des ambitions initiales gargantuesques, l'an dernier, le groupe a commencé à expérimenter Worlds en tant que plateforme mobile, une initiative qui a généré des signaux jugés « encourageants » en interne.

Le mobile désormais axe central de Worlds

Désormais, l'entreprise entend accélérer sur ce segment afin d'élargir significativement son audience et s'adresser à un marché beaucoup plus vaste que celui des casques Quest. Le virage stratégique est clair : faire du mobile l'axe central de développement de Worlds. Selon Meta, le groupe dispose d'un avantage compétitif pour déployer des jeux sociaux synchrones à grande échelle, notamment grâce à sa capacité à les connecter aux milliards d'utilisateurs présents sur les principales plateformes sociales mondiales. Une orientation amorcée en 2025 et qui constitue désormais le cœur de sa stratégie.

« Parfois, nous réussissons haut la main. D'autres fois, nous nous trompons » admet Meta, évoquant son ambition d'imposer un casque VR sur nos têtes, pour retrouver nos amis dans un monde 100% virtuel. Un échec évalué aujourd'hui à plus de 50 milliards de dollars, soit la somme XXL dépensée par l'entreprise de Mark Zuckerberg dans le Métavers depuis 2020. Pour Meta, il s'agit donc de transformer un projet en réalité virtuelle en une nouvelle application 100% mobile, mais toujours avec cette même ambition de créer un univers multijoueur, dans lequel les joueurs sont invités à se retrouver avec leurs amis, à faire des activités, à jouer... Horizon Worlds parviendra-t-il enfin à trouver la voie du succès sur iOS et Android ?

TESLA MODEL 3

Encore numéro 1 des électriques en 2026 malgré la pression mondiale

Malgré le ralentissement des ventes de Tesla et la pression des nouveaux entrants, le Model 3 reste la référence des berlines électriques dans les classements américains. Lauréat pour la deuxième année consécutive du titre de “meilleure voiture électrique” chez Edmunds, elle domine aussi l’étude de satisfaction 2026 de JD Power, aux côtés d’une Audi A6 Sportback e-tron très endurante et d’une BMW i5 plébiscitée pour son agrément. Les propriétaires, eux, ne veulent plus revenir en arrière.

Tesla traverse une période contrastée. Les ventes ralentissent sur certains marchés, la concurrence se renforce, et l’image du constructeur a été bousculée ces derniers mois. Pourtant, sur le terrain produit, la Model 3 continue de faire référence. Selon le palmarès annuel d’Edmunds et l’enquête de satisfaction de JD Power, les meilleurs véhicules électriques du marché ont atteint un niveau de maturité qui convainc massivement leurs propriétaires, au point que 96% d’entre eux se disent prêts à replonger.

Tesla Model 3, toujours la berline électrique à battre

Pour la deuxième année consécutive, Edmunds sacre la Tesla Model 3 devant l’Audi A6 Sportback e-tron et la BMW i5. La berline californienne obtient une note de 8,1 sur 10, un score soutenu par un prix d’attaque d’environ 43 880 dollars aux États-Unis (36 990 € chez nous hors aides) et une autonomie mesurée de plus de 544 kilomètres. Pour le site, il s’agit “de la meilleure Model 3 jamais produite”, grâce à une qualité perçue en progrès, un confort de suspension revu à la hausse et un équilibre entre efficacité, performances et coût global.

Jonathan Elfalan, chez Edmunds, résume cette position en parlant d’une voiture qui “offre quasiment la combinaison parfaite de tout : vitesse, autonomie, confort, espace, technologie, accessibilité et praticité”, au point de la qualifier “d’évidence” pour qui cherche un véhicule électrique sensé. En France, la version restylée de la Model 3 est annoncée jusqu’à 750 km d’autonomie selon le cycle WLTP, ce qui la place parmi les références du marché sur ce critère. Le modèle reste par ailleurs le deuxième best-seller de Tesla dans le monde, derrière le Model Y, en dépit d’un contexte plus difficile pour la marque en Europe.



Audi A6 Sportback e-tron et BMW i5, les concurrents allemands qui montent

Derrière la Tesla, l’Audi A6 Sportback e-tron s’octroie la deuxième marche du podium. Le site loue son comportement de conduite couplée à sa douceur d’usage et son confort”, deux qualités qui comptent dans un segment où le raffinement devient un argument central. Dans nos colonnes nous louons aussi son confort de suspension et sa technologie 800 volts qui permet un gain de temps précieux lors de la recharge. Sur notre marché, l’A6 e-tron Sportback annonce jusqu’à 733 km WLTP en configuration la plus favorable, de quoi se positionner comme l’une des électriques les plus endurantes de la catégorie. La troisième place revient une nouvelle fois à la BMW i5, déjà bien placée dans les palmarès 2025. Outre son autonomie allant jusqu’à 582 km WLTP, la berline brille par une technologie embarquée jugée aboutie et une expérience de conduite “plaisante”, où le travail sur la direction, la gestion de la puissance et l’insonorisation permet à l’i5 de tenir son rang face à des références thermiques bien établies. Ces deux modèles allemands témoignent d’une montée en puissance des

constructeurs historiques sur le terrain des voitures électriques haut de gamme, même si Tesla conserve l’avantage dans ces classements particuliers.

Dans d’autres catégories, le Hyundai Ioniq 5 est sacré meilleur SUV électrique et le Rivian R1T domine le segment des pick-ups. À noter que le classement Edmunds ne prend pas en compte les modèles chinois, très peu présents sur le marché américain. Au-delà des fiches techniques, c’est du côté des utilisateurs que se joue désormais une partie de la crédibilité de la voiture électrique. La dernière étude “U.S. Electric Vehicle Experience” de JD Power, centrée sur la première année de possession, enregistre une satisfaction en hausse dans toutes les catégories. Sur une échelle de 1 000 points, les modèles électriques premium passent de 756 à 789 points en un an, tandis que les modèles “grand public” progressent à 727 points. Du côté des véhicules haut de gamme, le trio de tête est composé de la Tesla Model 3 (804 points), du Tesla Model Y (797) et de la BMW i4 (795), alors que le nouvel Audi Q6 e-tron ferme la marche avec un score de 690, derrière la Lucid Air (740) et la Rivian R1T (739).

L’institut rappelle que son enquête agrège

dix critères différents, de la précision de l’autonomie affichée à la disponibilité des bornes publiques, en passant par le coût d’usage, le plaisir de conduite, la facilité de recharge à domicile, le design, la sécurité, l’expérience après-vente et la fiabilité globale. Les résultats sont sans ambiguïté : 96% des propriétaires d’un véhicule 100% électrique déclarent qu’ils envisageront à nouveau un modèle électrique pour leur prochain achat ou leasing, même lorsqu’ils ne bénéficient plus du crédit d’impôt fédéral américain. Côté qualité, les électriques haut de gamme enregistrent 15,9 problèmes de moins pour 100 véhicules qu’un an plus tôt, pour un total moyen ramené à 75, une amélioration portée notamment par la baisse des bruits parasites et une meilleure fiabilité des aides à la conduite.

La satisfaction liée à la recharge progresse également. Le score associé aux infrastructures publiques grimpe de plus de 100 points, un bond attribué à la densification du réseau et à l’ouverture progressive du réseau de Superchargeurs Tesla aux autres constructeurs. Enfin, l’étude souligne un décalage notable entre électriques et hybrides rechargeables : les électriques premium obtiennent 114 points de plus que leurs équivalents PHEV, et les modèles grand public 117 points d’avance, en partie parce que les propriétaires de PHEV doivent composer avec une chaîne de traction plus complexe et des coûts d’usage moins lisibles.

En Europe, Tesla n’est plus systématiquement en tête des ventes. Volkswagen a récemment dépassé la marque en volume, même si le Model Y reste le modèle le plus immatriculé sur le continent et que le Model 3 figure toujours parmi les cinq premiers selon les données de marché. La concurrence chinoise, avec BYD notamment, gagne du terrain. Mais ces distinctions américaines montrent qu’au moins sur son marché domestique, la Model 3 conserve une image de référence.

Comment l’IA pourrait déclencher la prochaine crise automobile

Après la pénurie de semi-conducteurs liée à la pandémie, l’industrie automobile pourrait faire face à une nouvelle tension, cette fois provoquée par l’essor de l’intelligence artificielle. Les géants mondiaux de la mémoire réorientent leurs capacités vers les data centers, au moment même où les voitures consomment toujours plus de RAM. Les signaux d’alerte existent déjà, même si pour l’heure aucune rupture d’approvisionnement n’est officiellement constatée. Lors d’une conférence consacrée aux technologies automobiles et aux semi-conducteurs, la directrice financière de Ford a reconnu il y a quelques jours qu’il existait une pression sur les prix liée à la rareté mondiale des puces mémoire. Le constructeur affirme disposer pour l’instant de volumes suffisants, mais intégrer déjà cette tension dans ses prévisions. Voilà qui a de quoi mettre la puce à l’oreille. Lors de la crise précédente, les pénuries avaient commencé par des ajustements discrets avant de provoquer l’arrêt de lignes entières. On parle bien ici de 2021, lorsque la production mondiale de véhicules avait chuté d’environ 21 %, et que certains constructeurs

avaient immobilisé des dizaines de milliers de voitures en attente de composants : les fameux semi-conducteurs. Plus récemment, les inquiétudes autour de Nexperia, sur fond de tensions géopolitiques et de souveraineté industrielle, avaient déjà illustré cette vulnérabilité. Précisons que la crise de 2020–2022 concernait surtout les microcontrôleurs et certaines puces logiques indispensables aux fonctions de base des véhicules, et que cette fois, la tension vise principalement la mémoire, notamment la DRAM et la NAND, un type spécifique de semi-conducteurs.

Des voitures toujours plus gourmandes en mémoire

Le contexte technologique a évolué. Les véhicules modernes multiplient les calculateurs électroniques, les écrans et les systèmes d’aide à la conduite. En 2023, on estimait qu’une voiture moyenne embarquait environ 90 gigaoctets de mémoire répartis dans ses différents modules. Ce volume pourrait quasiment tripler d’ici à 2026. Les systèmes ADAS obligatoires en Europe, les architectures dites “software-defined vehi-



cles” (SDV), ainsi que les fonctions avancées de conduite assistée accroissent la dépendance à la mémoire vive. Certains systèmes utilisent déjà des quantités comparables à celles d’un ordinateur portable. La mémoire utilisée dans une voiture et celle qui équipe les serveurs d’IA ne sont pas strictement identiques. Mais elles proviennent des mêmes grands fournisseurs et mobilisent des capa-

cités industrielles comparables. Autrement dit, automobile et intelligence artificielle puisent dans le même réservoir industriel. Et c’est précisément là que la tension apparaît.

L’IA, concurrent direct de l’automobile

Le marché mondial de la mémoire est dominé par trois acteurs : Sam-

sung, SK Hynix et Micron. Face à la demande exponentielle des data centers d’intelligence artificielle, ces groupes réallouent une partie de leurs capacités vers des composants à plus forte valeur ajoutée, notamment la mémoire haute performance utilisée pour entraîner et faire fonctionner les modèles d’IA. Il ne s’agit pas d’une pénurie généralisée de semi-conducteurs. C’est plus ciblé que ça : certaines catégories deviennent plus tendues parce que l’IA paie davantage et absorbe une part croissante des volumes. Pour l’automobile, l’enjeu est double. Les quantités disponibles pour d’autres usages se réduisent et la pression sur les prix augmente. Des analystes évoquent déjà des achats préventifs dans le secteur afin de sécuriser les stocks. À ce stade, aucune crise comparable à celle de 2020–2022 n’est constatée. Mais l’équation industrielle évolue. Et la voiture devient progressivement dépendante d’un marché qu’elle ne pilote pas, et qui privilégie désormais les infrastructures numériques mondiales. Pour les constructeurs, au-delà de la technologie, c’est désormais la stratégie d’approvisionnement qui se retrouve au centre du jeu.

Mots fléchés

Structure politique	Amusant	Serpenter	Bastringue	Équerre	Attribués	De naissance	Soldat américain
Hégémonie	Écrivain 'marin'	Baiser	Classification d'huiles			Création	
							Petits socles
Nommement							Nazi
Frotte							
				Recouvre	Empestées		
Acarien				Portées			
Rapport constant							
	Association de radio-télévision (initiales)		Océan	Petit tour		Résidus	Captif
	Habituel			Numéro d'entreprises (initiales)			
Assas-siner			Collections				Accumu-lation
Car urbain							
		Succinctes	Estimations			Véhicule	
			Erbium				
Conduit			Train de banlieue (initiales)		Rendu		
Matière minérale			Médusé		Ventila-tion		
			Roue à gorge			Chef éthiopien	
			Hasards				
Mot de passe		Sorte de maillet				Unité de sensibilité	
Chiffre		Coqueluche					
	Instrument de musique				Piscine	Direction	Troisième personne du singulier
	Autre nom de tsar						
Doras	Conifère			Garçon-nière			
	Ensemble d'images						
					Pronom personnel	Distance chinoise	
						Canard nordique	
Possessif		Étoffe de soie					Légumi-neuses
Chambre		Venelle					
				Grands félins	Saule		
					Peuples sud-américains		
Bolets comestibles	Fleuve italien	Centre	Dieu nordique			Petit docteur	Alcool de riz
						Commune d'Italie	
			Ville croate			Cantine huppée	
						Point délicat	
Répertoire			Conducteur				Métal précieux
Titane			Pour unir				
	Unie			Fluide gazeux		Tout va bien (initiales)	
Conduits				Débris de bois			

Plus de 20.000 foyers et structures raccordés
aux réseaux énergétiques en 2025 à Bouira

Au total, 20.510 logements et autres structures ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz durant l'année 2025, selon un bilan communiqué dimanche par la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). "En 2025, le nombre de clients raccordés aux réseaux énergétiques, parmi lesquels des foyers, des établissements scolaires, des structures industrielles et agricoles, s'élevait à 20.510", a indiqué à l'APS Mme Widad Benyoucef, responsable à la direction de distribution.



POSTE ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ouverture des
inscriptions pour
participer à l'événement
Global Africa Tech 2026

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour participer à l'événement continental phare dans le domaine des télécommunications et des technologies "Global Africa Tech 2026", qui se tiendra, fin mars prochain, en Algérie, sous le slogan "Tous les réseaux, une seule convergence". Les inscriptions à cette manifestation, qui aura lieu au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal, du 28 au 30 mars prochain, sont ouvertes sur son site officiel : <https://register.globalafricatech.com/en>, a précisé la même source. Cet événement, qui devrait connaître "une large participation de milliers de professionnels, d'experts et de représentants d'institutions et d'entreprises technologiques", s'inscrit en droite ligne avec la vision commune d'une Afrique numériquement unifiée, à travers l'intégration des réseaux terrestre, spatial et maritime, outre la mise en place d'un système de télécommunications moderne, sécurisé et durable.

HYDROCARBURES
MINES ET ÉNERGIE

Une délégation
namibienne en visite de
travail en Algérie

La conseillère spéciale de la présidente de la République de Namibie et cheffe de l'unité amont pétrolière, Lucia Witbooi, a entamé hier une visite de travail de 6 jours en Algérie à la tête d'une délégation de haut niveau issue des secteurs des hydrocarbures, de l'énergie et des mines. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et vise à s'inspirer de l'expérience algérienne, notamment dans l'industrie pétrolière et gazière, a indiqué le ministère des Hydrocarbures et des mines dans un communiqué. La délégation namibienne tiendra, ajoutait-il, des rencontres avec le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, ainsi que des réunions techniques avec les responsables d'institutions et d'organismes du secteur, afin d'examiner les perspectives de coopération et d'échange d'expertises. Le programme prévoit également des visites de terrain au niveau de plusieurs installations énergétiques, offrant à la délégation une vision globale des différentes étapes de la chaîne de valeur des hydrocarbures, allant de l'exploration et la production jusqu'au raffinage, à la liquéfaction et au transport du gaz. Une visite à l'Institut algérien du pétrole (IAP) est également au programme, afin de découvrir l'expérience algérienne en matière de formation, de renforcement des capacités et de gestion technique. Cette démarche, souligne le ministère, traduit la volonté commune des deux pays d'élever leur coopération au rang de partenariat stratégique, fondé sur des projets concrets et des programmes d'action exécutifs, dans une perspective de complémentarité africaine et de développement durable.

R E.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Afrique a capté 13,8 milliards \$
d'investissements en 2025

La dette domine les modèles d'investissements dans la transition énergétique africaine, qui se sont concentrés sur une dizaine de marchés propices à de grands projets et offrant des perspectives de rendement intéressantes comme l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Égypte. L'Afrique a capté 13,84 milliards USD d'investissements dans la transition énergétique en 2025, selon un rapport publié le mardi 17 février par Electron Intelligence, un cabinet d'intelligence économique dédié aux marchés africains de l'énergie. Intitulé « Africa's Power and Energy Transition Investment Report 2025 », le document précise que ces investissements sont répartis sur 306 transactions effectuées par 142 investisseurs distincts, dans 43 pays du continent. Les projets d'énergies propres prédominent avec 13,61 milliards USD, soit 98,3 % de la valeur totale des investissements. Sur le segment des énergies vertes, la production arrive en tête de liste avec 8,14 milliards USD, devant les programmes de réformes du secteur et de renforcement des services publics (2,40 milliards USD). Les investissements dans les réseaux de transmission et de distribution ont atteint 1,55 milliard USD, contre 666 millions USD pour le stockage et la flexibilité.

Les modèles de financement mettent en évidence la prédominance de la dette, qui représente 9,05 milliards USD. Viennent ensuite les capitaux propres (2,48 milliards USD), les subventions (1,17 milliard USD), les garanties (656,5 millions USD) et les financements mixtes (utilisation stratégique du financement du développement et des fonds philanthropiques pour mobiliser les flux de capitaux privés) avec 456,9 millions USD. Il est à noter dans ce cadre que 15 fusions-acquisitions d'un montant cumulé de 1,4 milliard USD ont été aussi enregistrées à l'échelle continentale en 2025.

La BAD tient le haut du pavé

De façon générale, la bancabilité des projets constitue le plus important critère influençant les décisions d'investissement, les capitaux se concentrant sur les contrats d'achat d'énergie crédibles, avec une bonne répartition des risques, une capacité d'exécution confirmée et un accès garanti au réseau électrique. Le rapport révèle par ailleurs que les principaux investisseurs dans la transition énergétique africaine durant l'année écoulée sont la Banque africaine de développement (1,77 milliard USD), le groupe de la Banque mondiale (1,04 milliard USD),

la banque sud-africaine Standard Bank (922,1 millions USD) et l'Union européenne (794,6 millions USD). Au total, les dix principaux investisseurs concentrent plus 53 % du total des investissements réalisés, soit 7,42 milliards USD répartis sur 112 opérations dans 34 pays. La répartition géographique des investissements montre que les capitaux se sont concentrés sur une dizaine de marchés clés qui offrent des opportunités pour réaliser de grands projets, ainsi que des perspectives de rendement intéressantes. Dix pays ont accaparé 9,88 milliards USD, soit 73 % de la valeur totale des transactions, avec en tête l'Afrique du Sud (2,16 milliards USD), l'Égypte (1,95 milliard USD), le Nigeria (1,78 milliard USD) et le Maroc (1,38 milliard USD). La ventilation des investissements par sous-région révèle que l'Afrique de l'Ouest tient le haut du pavé avec 3,91 milliards USD, devant l'Afrique du Nord (3,75 milliards USD), l'Afrique australe (3,13 milliards USD), l'Afrique de l'Est (797,7 millions USD) et l'Afrique centrale (325,5 millions USD). Les transactions englobant des pays situés dans deux sous-régions différentes du continent ou plus ont, quant à elles, atteints 1,90 milliard USD.

Agence

TOURNOI NATIONAL DE LA PRESSE DE FUTSAL 2026

Ooredoo Algérie sponsor officiel de la 5^e édition

Dans le cadre de son engagement constant en faveur du sport national et de son soutien aux acteurs du paysage médiatique, Ooredoo Algérie est fière d'annoncer son sponsoring officiel de la 5^{ème} édition du tournoi national de la presse de Futsal 2026, organisé par l'Organisation Nationale des Journalistes Sportifs Algériens (ONJSA). En tant

que sponsor officiel et partenaire naming de cette compétition, qui s'appellera désormais « Tournoi Presse by Ooredoo », Ooredoo Algérie s'est associée à cette 5^{ème} édition afin de mettre à l'honneur la presse sportive nationale et de valoriser son rôle essentiel dans la promotion et le rayonnement du sport en Algérie. Le tournoi se déroule tout au long

du mois de Ramadhan à la salle de la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf, dont le coup d'envoi a été donné durant la soirée du vendredi 20 février 2026. Cette édition réunit 24 équipes représentants différents médias nationaux, composées de journalistes sportifs ainsi que des invités et partenaires institutionnels. En accompagnant ce tour-

noi, Ooredoo Algérie poursuit sa mission d'entreprise citoyenne, encourage l'excellence et contribue au dynamisme de la scène sportive et médiatique nationale, particulièrement durant le mois sacré de Ramadhan, période de partage, de solidarité et de convivialité.

BEJAÏA

Plus de 50 millions DA pour l'aménagement
de la plage "Lota" à Souk El Tenine

La commune de Souk El Tenine, dans la wilaya de Bejaïa, a bénéficié d'une enveloppe de plus de 50 millions de DA pour l'aménagement de la plage "Lota", a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Le projet d'aménagement de cette plage qui s'étend sur une distance de 1.200 mètres, est financé sur le budget de la wilaya et s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à valoriser les ressources naturelles et touristiques dont regorge la région, et à les transformer en espaces attractifs et aménagés répondant aux attentes des citoyens et des visiteurs, a ajouté la même source. Il s'agit, notamment, de l'aménagement d'espaces, d'infrastructures et de services, au profit des familles et des estivants, afin d'améliorer les conditions d'accueil et la qualité des prestations, tout en

renforçant l'attractivité de la plage en tant que destination touristique de choix. Lors d'une réunion consacrée au suivi de ce projet, en présence du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Souk El Tenine ainsi que des directeurs des Travaux publics et de l'Agence foncière, le wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kerbouche, a insisté sur le respect des délais impartis et la réalisation des travaux conformément aux normes techniques en vigueur. Il a souligné que cet espace vital "contribuera à impulser une dynamique économique et touristique durable, à travers le soutien au tourisme interne, l'encouragement de l'investissement local et la création de nouvelles opportunités d'activité économique". A son tour, le président de l'APC de Souk El Tenine, Bouhired Saïd, a indiqué que

les services communaux s'attendent à l'élaboration du cahier des charges en vue du lancement de la première tranche du projet dans les plus brefs délais. Par ailleurs, dans le cadre du soutien au secteur touristique local, une enveloppe de 13 millions de DA a été affectée à la réalisation d'études d'aménagement de neuf (9) plages, notamment celles de "Tiksert" et "Les Falaises" à Melbou, "Carrefour" à Aokas, "Tassift" à Tichy, "Club équestre" à Boukhlifa, "Sidi Ali Lebhar" à Bejaïa, ainsi que trois (3) plages à Beni Ksila, en l'occurrence, Sidi Kerou, Tizouyar et Aghelmim. A noter que la wilaya de Bejaïa dispose d'importantes ressources touristiques, avec un littoral comptant 46 plages, dont 35 autorisées à la baignade.

APS